

AFRIQUE

Soudan : un médecin et un enfant tués lors de manifestations contre le pouvoir

17 janvier 2019

Deux personnes, un médecin et un enfant, ont été tués jeudi au Soudan lors de manifestations contre le régime du président Omar el-Béchet, de nouveau appelé au départ lors d'une marche vers la présidence dispersée par la police.

Quatre semaines après le début de la contestation déclenchée par une hausse des prix du pain et des médicaments, la police a dispersé avec des gaz lacrymogènes des centaines de manifestants qui marchaient vers la présidence à Khartoum pour demander le départ d'Omar el-Béchet, selon des témoins.

Dans un pays en plein marasme économique, les rassemblements quasi quotidiens appellent au départ de M. Béchet, au pouvoir depuis 1989. Des manifestations ont lieu dans tout le pays.

A New York, plusieurs membres du Conseil de sécurité de l'ONU, Etats-Unis, France et Royaume-Uni notamment, ont profité d'une réunion sur le Soudan pour lancer des appels aux autorités à faire respecter le droit de manifester. Les décès de protestataires succombant à la violence sont "inacceptables", ont-ils souligné.

Depuis le début de la contestation le 19 décembre, 24 personnes sont mortes, selon un bilan officiel. Les ONG Human Rights Watch et Amnesty International parlent d'au moins 40 morts, dont des enfants et du personnel médical.

Environ 1.000 personnes, dont des militants, des opposants et des journalistes, ont été arrêtées, selon des groupes de défense des droits humains.

L'Association des professionnels, qui regroupe notamment médecins, professeurs et ingénieurs, est le fer de lance des manifestations.

"Nous appelons la communauté internationale à protéger les manifestants pacifiques alors que nous craignons une violence accrue des autorités", a déclaré jeudi son porte-parole, Mohamed al-Asbat, contacté par téléphone depuis Paris.

Pour les analystes, ce mouvement représente le plus sérieux défi pour M. Béchet depuis son arrivée au pouvoir. Au-delà de la baisse des subventions pour le pain, le Soudan fait face à un grave déficit en devises étrangères. Les habitants sont confrontés à des pénuries régulières d'aliments et de carburants, tandis que les prix de certaines denrées subissent une forte hausse.

Pour Khartoum, les Etats-Unis sont à l'origine des difficultés avec leur sévère embargo imposé pendant 20 ans au Soudan (1997-2017) qui interdisait au pays de mener des activités commerciales et des transactions financières à l'international.

Pour ses détracteurs, le chef de l'Etat est coupable d'une mauvaise gestion économique et de dépenser sans compter pour financer le combat contre plusieurs groupes rebelles du pays. La sécession du Sud en 2011 a aussi privé le Soudan des trois quarts de ses réserves de pétrole et de l'essentiel des revenus de l'or noir.

Le pouvoir de Omar el Béchir pourrait survivre aux manifestations, juge le centre de réflexion International Crisis Group (ICG). Mais "ce sera au prix de la poursuite du déclin économique, d'une plus grande colère populaire, de davantage de manifestations et d'une répression plus dure".

Source : AFP

L'Union africaine demande un report de la proclamation des résultats officiels en RDC

17 janvier 2019

L'Union africaine a fait part jeudi soir de ses "doutes sérieux" quant aux résultats provisoires de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo (RDC) et a demandé de suspendre la proclamation des résultats définitifs attendus ce vendredi.

La Cour constitutionnelle de la République démocratique du Congo (RDC), saisie par l'opposant Martin Fayulu, donné battu lors de l'élection présidentielle du 30 décembre, doit rendre vendredi son avis sur les accusations de manipulation électorale.

La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a annoncé sur la base des résultats provisoires que l'élection avait été remportée par l'opposant Félix Tshisekedi. Le camp Fayulu affirme qu'un accord a été conclu entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila, le président sortant au pouvoir qui ne s'est pas représenté cette fois.

Fayulu, qui affirme l'avoir largement remporté, réclame un nouveau décompte des voix. Il est conforté par l'Eglise catholique, qui avait déployé quelque 40.000 observateurs le jour du scrutin et a noté que les résultats communiqués par la Ceni n'étaient pas conformes à ses propres relevés.

Source : Reuters

Le bilan des violences interethniques en RDC frise les 900 morts

16 janvier 2019

Les affrontements ethniques qui ont éclaté mi-décembre dans le nord-ouest de la République démocratique du Congo (RDC) auraient fait près de 900 morts, a annoncé mercredi le Conseil des droits de l'homme de l'Onu.

Les violences entre les ethnies Batende et Banunu dans la ville de Yumbi et ses environs ont été les plus graves depuis des années dans cette région habituellement tranquille, ce qui a poussé les autorités de Kinshasa à y annuler la tenue de l'élection présidentielle du 30 décembre. Les affrontements ont aussi provoqué la fuite de 16.000 villageois au Congo-Brazzaville voisin.

Source : Reuters

Zimbabwe : 68 blessés par balles lors des violentes manifestations

17 janvier 2019

68 Zimbabwéens ont été soignés pour des blessures par balles après les violentes manifestations contre la forte hausse des prix du carburant en début de semaine, a annoncé jeudi un groupe de médecins zimbabwéens.

L'armée s'est déployée mardi pour mettre fin aux émeutes qui ont fait au moins 3 morts, dont un policier. Des centaines de personnes, dont des militants de l'opposition, ont été arrêtés, selon des avocats et Amnesty International. La population a vivement réagi à la hausse brutale des prix du carburant décidée par le gouvernement.

Emmerson Mnangagwa a succédé en novembre 2017 à Robert Mugabe à la présidence du pays après l'avoir écarté de la direction de la Zanu-PF, le parti au pouvoir.

Puis il a été déclaré vainqueur de la présidentielle en juillet, dont le résultat a été contesté par l'opposition.

Source : Reuters

Un journaliste ghanéen tué par balles à Accra

17 janvier 2019

Le journaliste ghanéen Ahmed Hussein-Suale, qui a contribué aux révélations sur la corruption dans le football de son pays, a été tué par des inconnus circulant à moto alors qu'il regagnait son domicile d'Accra.

Hussein-Suale faisait partie de l'équipe dirigée par le journaliste d'investigation Anas Aremeyaw Anas, qui a fait éclater l'an dernier un vaste scandale de matches truqués dans lequel 77 arbitres et le président de la Fédération ghanéenne, Kwesi Nyantakyi, seraient impliqués.

Source : Reuters

Kenya : déminage et nouvelles arrestations après l'attaque jihadiste de Nairobi, 21 morts

17 janvier 2019

Des démineurs et équipes cynophiles ont minutieusement fouillé jeudi le complexe hôtelier de Nairobi, attaqué par un commando de cinq islamistes radicaux, qui a tué 21 personnes et fait 28 blessés, alors que l'enquête en cours a permis l'arrestation de neuf suspects supplémentaires.

Revendiquée par les islamistes somaliens shebab, l'attaque a pris fin mercredi après un siège de près de 20 heures, avec la mort des 2 derniers assaillants retranchés dans un des bâtiments du complexe regroupant un hôtel, des restaurants et des bureaux. Depuis, les équipes spécialisées dépêchées sur place mènent un travail de recherche d'éventuels explosifs et victimes.

L'enquête en cours a débouché jeudi sur l'arrestation de 9 suspects, en plus de 2 autres arrêtés mercredi, a indiqué un gradé de la police kényane, sous couvert de l'anonymat. Ces suspects ont été appréhendés "à plusieurs endroits du pays", notamment la ville portuaire de Mombasa et l'Ouest du Kenya.

Les shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont indiqué mercredi avoir agi en représailles au transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, selon le centre américain de surveillance des sites

internet jihadistes SITE. Le groupe affirme que ses combattants ont suivi les instructions du chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, de s'en prendre à des intérêts occidentaux et israéliens.

Source : AFP

Le Canadien enlevé au Burkina Faso retrouvé mort

17 janvier 2019

Un employé canadien d'une compagnie minière enlevé mardi soir dans le nord du Burkina Faso, non loin de la frontière du Niger, a été retrouvé mort, a annoncé jeudi à Reuters un porte-parole du ministère burkinabé de la Sécurité.

L'homme avait été enlevé par une dizaine d'hommes sur un site de la compagnie Progress Minerals, dont le siège est à Vancouver.

On est par ailleurs sans nouvelles d'un autre Canadien et d'une Italienne qui ont disparu ce mois-ci au Burkina Faso.

Les attaques menées par des commandos d'islamistes dans ce pays sont en recrudescence depuis quelques mois. Les autorités ont instauré le 31 décembre l'état d'urgence dans plusieurs provinces du Nord.

Source : AFP

Plus de 30 civils touaregs tués au Mali

17 janvier 2019

Plus de 30 civils touaregs ont été tués au cours d'attaques menées par des groupes d'individus armés cette semaine dans le nord du Mali, a déclaré mercredi un élu local.

Le maire de la ville de Ménaka, Nanout Kotia, a déclaré à Reuters que 34 Touaregs avaient été tués dans deux villages voisins.

"Des individus armés circulant à moto, comme à leur habitude, ont encerclé ces villages et ouvert le feu sur la population. Le bilan est important", a-t-il dit par téléphone.

Cette attaque survient moins d'un mois après une attaque similaire dans la région qui avait fait plus de 15 morts.

Déstabilisés par les attaques djihadistes, le centre et le nord du Mali sont aussi le théâtre de violences intercommunautaires qui ont fait l'année dernière des centaines de morts parmi les civils et des milliers de déplacés.

Source : Reuters

L'armée nigériane reprend une ville brièvement capturée par l'EI

15 janvier 2019

L'armée nigériane a repris mardi la localité de Rann, dans le nord-est du pays, au lendemain de sa capture par des éléments de l'organisation Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA), a-t-on appris de sources sécuritaires.

Mis en déroute par l'offensive des djihadistes, des soldats nigériens ont fui la ville entraînant la population dans leur sillage.

L'armée a ensuite contre-attaqué et en a repris le contrôle dans la matinée de mardi, ont dit des sources militaires, une source policière et un habitant.

Cet incident se produit à quelques semaines de l'élection présidentielle du 16 février. L'un des principaux thèmes en est la sécurité dont le président sortant, Muhammadu Buhari, avait promis le retour lors de son élection, en 2015.

L'ISWA est apparu en 2016 lorsque certains des membres du groupe Boko Haram ont décidé de faire scission. Il a lancé ces dernières semaines une série d'attaques qui ont ravivé ce débat sécuritaire.

Source : Reuters

Côte d'Ivoire : la CPI suspend la remise en liberté de Laurent Gbagbo

17 janvier 2019

La Cour pénale internationale (CPI) a suspendu mercredi soir la remise en liberté de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, après un nouvel appel déposé par le procureur au lendemain de son acquittement retentissant.

Les juges avaient ordonné plus tôt sa remise en liberté, ainsi que celle de son bras droit Charles Blé Goudé (ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes), après leur acquittement d'accusations de crimes contre l'humanité. Mais, selon la CPI, les deux hommes doivent maintenant "rester sous la garde de la CPI" jusqu'à ce que l'appel du parquet contre leur libération soit entendu.

En détention depuis plus de sept ans, Laurent Gbagbo était jugé pour des crimes commis pendant la crise de 2010-2011, née de son refus de céder le pouvoir à son rival, l'actuel président ivoirien Alassane Ouattara.

Il avait finalement été arrêté en avril 2011 par les forces du président Ouattara, soutenues par l'ONU et la France. Il est le premier ancien chef d'État à avoir été remis à la CPI.

Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé étaient accusés de quatre chefs de crimes contre l'humanité : meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains.

L'annonce de l'acquittement de Laurent Gbagbo avait provoqué des scènes de liesse chez leurs partisans en Côte d'Ivoire mais aussi un appel des autorités à "garder de la compassion pour les victimes" et suscité des critiques de la CPI qui subit un nouveau camouflet.

Source : AFP

L'ONU lance un appel de fonds de 296 millions de dollars pour la crise des réfugiés burundais

15 janvier 2019

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et 35 partenaires ont lancé, ce mardi à Genève un appel de fonds conjoint d'un montant de 296 millions de dollars pour venir en aide cette année à 345.000 réfugiés burundais dans les pays voisins.

« La situation des réfugiés burundais est l'une des plus négligées au monde et, en 2018, elle comptait également parmi les crises les plus sous-financées », a déclaré Charlie Yaxley, porte-parole du HCR.

L'année dernière, la réponse régionale inter organisations pour l'aide aux réfugiés burundais n'a reçu que 35% des 391 millions de dollars recherchés. Ce qui a eu un impact dans la réponse des organismes humanitaires dans les quatre pays voisins accueillant les réfugiés burundais.

« En Tanzanie, République démocratique du Congo (RDC), Rwanda et Ouganda, la vie des réfugiés burundais en est affectée », a ajouté le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Ils y ont subi des coupures dans les rations alimentaires, un manque de médicaments, des écoles surpeuplées et des abris de fortune.

Selon l'agence onusienne, les enfants, qui représentent plus de la moitié de la population réfugiée, sont les plus durement touchés. Beaucoup sont arrivés dans leur pays d'asile après avoir été séparés de leurs parents ou de leur famille élargie. D'autres souffrent de problèmes psychologiques en raison de la violence dont ils ont été témoins.

Par ailleurs, les femmes et les jeunes filles souffrent de niveaux élevés de violence ainsi que d'exploitation sexuelle et sexiste.

Et des coupes alimentaires ont été effectuées l'année dernière en Tanzanie, en RDC et au Rwanda. Les familles manquent régulièrement de vivres à la fin du mois.

« Les femmes et les jeunes filles sont forcées de recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs, y compris le recours aux pratiques sexuelles de survie ainsi que le mariage forcé et précoce », fait valoir le porte-parole du HCR.

Autre secteur touché par ce manque de financement, c'est l'accès à l'éducation avec des problèmes notés au-delà de l'école primaire. Pour l'Agence onusienne basée à Genève, seuls 20% des enfants réfugiés burundais en âge de fréquenter l'école secondaire sont scolarisés.

Ces difficiles conditions dans les camps de réfugiés pourraient même expliquer le retour de certains Burundais dans leur pays.

Environ 57.000 réfugiés sont rentrés au Burundi depuis la mi-2017.

Pourtant si la sécurité s'est généralement améliorée au Burundi, d'importantes préoccupations subsistent en matière de droits de l'homme. D'ailleurs 300 réfugiés en moyenne continuent de fuir le Burundi chaque mois.

Dans ces conditions, le HCR estime que les conditions au Burundi ne sont actuellement pas propices au retour. Toutefois, l'agence aide les réfugiés ayant fait ce choix. Le HCR exhorte aussi les États à veiller à ce qu'aucun réfugié ne soit renvoyé au Burundi contre son gré.

Source : ONU

Sénégal : Les candidatures de Khalifa Sall et Karim Wade rejetées

14 janvier 2019

Les deux figures les plus en vue de l'opposition sénégalaise ont été interdits de candidature à l'élection présidentielle du 24 février, a confirmé lundi le Conseil constitutionnel, dont la décision accroît les chances du sortant Macky Sall d'obtenir un second mandat.

Khalifa Sall, ancien maire de Dakar qui n'a pas de lien de parenté avec le chef de l'Etat, et Karim Wade, fils de l'ancien président Abdoulaye Wade, ont été condamnés à des peines de prison pour corruption, respectivement en 2018 et 2015.

En vertu du droit sénégalais, leurs condamnations avaient mis de fait un terme à leurs chances d'être candidats, et le Conseil constitutionnel se borne à entériner cet état de fait.

Pour l'opposition, ces condamnations participent des efforts de Macky Sall pour réduire au silence ses adversaires afin d'avoir le champ libre, ce que le parti au pouvoir dément.

Khalifa Sall est toujours en détention, purgeant une peine de cinq ans de prison pour le détournement de 1,8 milliard de francs CFA (2,8 millions d'euros) de fonds publics.

Karim Wade, quant à lui, est parti en exil au Qatar en 2017, après avoir purgé la moitié de sa peine de six ans de réclusion.

Seuls quatre candidats de l'opposition ont à ce jour été approuvés par le Conseil constitutionnel, parmi lesquels Idrissa Seck, ancien Premier ministre d'Abdoulaye Wade. Un néophyte en politique, Ousmane Sonko, est populaire parmi la jeunesse sénégalaise, qui représente une part importante de la population.

Source : Reuters

Tchad : l'OIM a besoin de 1,2 million de dollars pour aider des migrants déplacés par des affrontements

11 janvier 2019

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Tchad a déclaré vendredi avoir besoin de 1,2 million de dollars pour fournir une aide d'urgence à plus de 950 migrants et ressortissants tchadiens déplacés par des affrontements intercommunautaires autour de deux mines d'or près de la frontière libyenne à la fin du mois de décembre.

L'agence onusienne prévoit que davantage de personnes fuiront l'instabilité actuelle, avec une estimation pour les prochains jours de 1.200 autres personnes. De récents affrontements ont fait au moins 30 morts et 400 blessés, selon les autorités locales.

Le Tchad est un pays de transit sur la route centrale menant à la Méditerranée, ainsi qu'un pays de destination pour de nombreux travailleurs migrants. Depuis 2012, des travailleurs migrants du Burkina Faso, du Cameroun, de la République centrafricaine, d'Éthiopie, du Nigéria, du Niger, du Sénégal et du Soudan, notamment, ont été attirés par les zones d'extraction de l'or.

Durant toute l'année 2018, l'OIM a aidé 120 migrants vulnérables cherchant à rentrer volontairement dans leur pays d'origine. En outre, l'OIM au Tchad aide le gouvernement à élaborer des politiques et des réponses adaptées aux défis de la migration, à la gestion des frontières, à l'engagement de la diaspora et aux initiatives de lutte contre la traite.

Source : ONU

Le Maroc a stoppé 89.000 migrants clandestins en 2018

18 janvier 2019

Le Maroc a stoppé 89.000 migrants clandestins l'année dernière, a annoncé jeudi le ministère de l'Intérieur, alors que le pays est devenu l'un des principaux points de passage des migrants africains qui cherchent à gagner l'Europe.

La "route migratoire" reliant le Maroc à l'Espagne a repris de la vigueur depuis que l'Italie a décidé de fermer ses ports aux bateaux de secours humanitaires et que l'Union européenne a commencé à fournir de l'aide aux garde-côtes libyens.

Si certains migrants tentent d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla et dans le territoire voisin espagnol de Ceuta, la plupart des migrants cherchent à gagner le continent en traversant le détroit de Gibraltar depuis le nord du Maroc sur des embarcations souvent inadaptées.

D'après les données du ministère de l'Intérieur, les autorités marocaines ont démantelé 229 réseaux de passeurs en 2018.

Près de 80% des migrants interceptés l'année dernière étaient des ressortissants étrangers, a précisé le ministère, et 29.715 migrants ont été sauvés en mer.

La Haute représentante de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a déclaré que l'UE avait déjà transféré 30 millions d'euros sur les 140 millions promis au Maroc pour l'aider à lutter contre les migrations clandestines.

Source : Reuters

Grève massive dans le secteur public en Tunisie

17 janvier 2019

Transports, écoles et administrations ont été paralysés jeudi en Tunisie par une grève générale massive dans les services publics à l'appel de la puissante centrale syndicale UGTT, dans un contexte politique tendu en ce début d'année électorale.

"Dégage, gouvernement du FMI", ou encore "Chahed, lâche, le peuple tunisien n'accepte pas l'humiliation", ont scandé des manifestants, reprochant au Premier ministre Youssef Chahed de céder aux directives du Fonds monétaire international (FMI).

Lorsque le FMI intervient dans un pays, l'austérité se met aussi en place, et des manifestations surviennent peu après.

Certains ont brandi des portraits de la directrice du Fonds, Christine Lagarde, barrés d'une croix rouge.

Le pays, lourdement endetté auprès de bailleurs étrangers, a obtenu en 2016 du FMI un prêt de 2,4 milliards d'euros sur quatre ans, en promettant de mener de vastes réformes et de diminuer le poids de la fonction publique dans le Produit intérieur brut (PIB).

A travers le pays, écoles et universités sont restées fermées, les transports en commun ont été paralysés et l'aéroport de Tunis quasiment à l'arrêt, en dépit d'un décret gouvernemental publié in extremis mercredi exigeant un service minimum.

L'UGTT avait appelé à une grève de 24 heures des 677.000 fonctionnaires et 350.000 employés des entreprises publiques, soit un million de personnes, représentant près d'un quart de la population active tunisienne.

Selon une source au sein du syndicat, la grève, qui s'achève à minuit, a été suivie à plus de 90%. A Sfax, deuxième ville du pays, des manifestants ont également défilé par milliers, a constaté un correspondant de l'AFP.

Ces mobilisations interviennent alors que le débat politique s'est crispé ces derniers mois à l'approche des élections législatives et présidentielle prévues fin 2019, dans lesquelles l'UGTT souhaite peser.

Malgré les avancées démocratiques après la chute de Ben Ali en 2011, et une reprise fragile de la croissance après des années de marasme, la Tunisie peine à répondre aux attentes sociales. Le chômage se maintient au-dessus de 15%, et la dépréciation du dinar s'est traduite par une inflation désastreuse dans un pays où le salaire minimum est en deçà de 400 dinars (120 euros).

Source : AFP

Près de Tunis, huit ans après la révolution, "on a la liberté mais pas la dignité"

13 janvier 2019

Si la Tunisie est le seul pays à poursuivre sur la voie de la démocratisation politique après le Printemps arabe, le pouvoir économique reste encore concentré dans les mains d'une élite et les habitants des zones périphériques se sentent exclus et abandonnés.

De nombreux jeunes espèrent du changement avec les élections présidentielle et législatives. "La révolution a été faite avec trois slogans, "travail, dignité, liberté", mais les deux premiers n'ont pas été réalisés", reconnaît la sociologue Olfa Lamloum, directrice de l'ONG International Alert en Tunisie qui travaille dans les zones les plus marginalisées du pays.

Quelques avancées ont été enregistrées, note-t-elle.

La reprise de la croissance ne bénéficie guère aux habitants des banlieues pauvres et des villes de l'intérieur. Le chômage y est deux à trois fois plus élevé que les 15,5% enregistrés nationalement, notamment chez les jeunes diplômés.

Au-delà des difficultés économiques, il y a de nombreuses humiliations et restrictions : attitude méprisante de la police, rendez-vous médicaux impossibles à obtenir sans "bakchich", nécessité d'avoir une autorisation parentale pour voyager jusqu'à ses 35 ans, comme de nombreux jeunes considérés "à risque" depuis une série d'attentats en 2015.

Amnesty International a dénoncé ces restrictions de déplacement "arbitraires" et "abusives".
Les hommes politiques assurent régulièrement soutenir cette jeunesse.
De nombreux jeunes n'envisagent d'avenir meilleur qu'à l'étranger.

Source : AFP

ASIE

Corée du Nord : la situation des droits de l'homme reste « extrêmement grave », selon un expert de l'ONU

11 janvier 2019

Un expert des Nations Unies, Tomas Ojea Quintana, a qualifié vendredi d'« extrêmement grave » la situation des droits de l'homme en Corée du Nord, pointant du doigt en particulier le système de camps de prisonniers politiques.

Et évoquant la vie de citoyens ordinaires, il a déclaré qu'une grande partie de la population nord-coréenne était « laissée pour compte ».

Il a appelé la communauté internationale à continuer à soutenir l'aide humanitaire vitale fournie par divers acteurs à la population.

Il a réitéré un appel qu'il avait lancé au Conseil de sécurité des Nations Unies pour qu'il supervise la mise en œuvre des sanctions, de manière à ce qu'elles ne nuisent pas à la population de la Corée du Nord.

Il a exprimé de sérieuses préoccupations concernant le système de camps de prisonniers politiques qui subsiste. « La peur d'être envoyé dans ces camps de prisonniers politiques est très réelle et profondément ancrée dans la conscience du peuple nord-coréen ».

Source : ONU

Un haut responsable nord-coréen à Washington pour rencontrer Trump

18 janvier 2019

Un très haut responsable nord-coréen est arrivé jeudi soir à Washington, pour s'entretenir d'un éventuel sommet États-Unis/Corée du Nord avec le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, avant une possible rencontre avec Donald Trump.

Kim Yong Chol, qui avait d'abord fait étape à Pékin, est le bras droit du dirigeant nord-coréen Kim Jong Un et l'interlocuteur privilégié de M. Pompeo dans les négociations en cours sur la dénucléarisation.

Ce nouveau voyage intervient au moment où semble se préparer, probablement en Thaïlande ou au Vietnam, un second sommet entre MM. Trump et Kim, en dépit de l'absence de progrès dans les négociations sur la dénucléarisation.

Lors de leur première rencontre, en juin à Singapour, qui intervenait après six mois de détente entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, MM. Kim et Trump avaient signé une déclaration très vague en faveur de "la dénucléarisation de la péninsule coréenne".

Mais aucun progrès n'a depuis été réalisé, les deux parties n'étant même pas d'accord sur le sens exact de cet engagement.

Le président américain, qui a déjà dit qu'il souhaitait revoir Kim Jong Un début 2019, assure qu'il n'y a "aucune urgence" à faire avancer les négociations.

Pyongyang demande un allègement des sanctions adoptées par la communauté internationale en réponse à ses programmes nucléaire et balistique. Mais les USA considèrent que ces sanctions doivent être maintenues tant que la Corée du Nord n'aura pas renoncé à ses armes nucléaires. Pyongyang accuse Washington d'exiger son désarmement sans faire de concessions.

Source : AFP

En Corée du Nord, un gigantesque complexe balnéaire en passe d'être achevé

17 janvier 2019

Un gigantesque projet de développement balnéaire sur la côte est de Corée du Nord, où Kim Jong Un veut voir se côtoyer des hôtels, des cinémas et un parc aquatique, est sur le point d'être achevé, annonce jeudi un site américain de référence sur la foi d'images satellite.

La Zone touristique de Wonsan-Kalma est coincée entre un aéroport récent et la côte orientale du pays reclus, dans une région où Pyongyang a tiré des missiles balistiques et mené des exercices d'artillerie.

Le site est destiné à devenir la pièce maîtresse de l'industrie touristique naissante de la Corée du Nord. Celle-ci cherche à développer son économie malgré les sanctions internationales qui la punissent pour ses programmes nucléaire et balistique interdits.

L'année dernière, le Nord a accueilli 100.000 touristes étrangers, essentiellement des Chinois, selon les estimations de professionnels du tourisme. Pyongyang ne publie pour sa part aucun chiffre.

M. Kim a donné l'ordre aux responsables d'envisager "la construction d'hôtels et d'auberges plus nombreuses, de plus de 30 étages", de davantage de salles de jeux, de cinémas, d'un "stade multifonctions" et "d'un vaste parc aquatique" ainsi que d'une "fête foraine", selon l'agence KCNA.

Le président américain Donald Trump, ancien promoteur immobilier devenu milliardaire, avait mis en exergue le potentiel de développement touristique de la Corée du Nord lors de son sommet historique avec M. Kim en juin à Singapour. Pour l'instant, les Etats-Unis interdisent à leurs ressortissants de faire du tourisme en Corée du Nord.

Source : AFP

Séoul ne qualifie plus Pyongyang d'"ennemi" dans un rapport officiel

15 janvier 2019

La Corée du Sud ne qualifie plus le Nord d'ennemi dans la dernière édition d'un rapport militaire bisannuel publié mardi, alors que la péninsule connaît depuis un an une remarquable détente. La Guerre de Corée (1950-1953) s'était arrêtée sur un armistice, et non sur un traité de paix, ce qui fait que le Nord et le Sud demeurent techniquement en état de guerre.

Pendant des années, les Etats-Unis et la Corée du Sud ont mené des manœuvres militaires de grande ampleur pour se préparer à une attaque nord-coréenne, et Pyongyang a maintes fois menacé de réduire Séoul en cendres.

Mais les relations entre le Nord et le Sud se sont nettement améliorées depuis janvier 2017, une détente qui a notamment été marquée par trois rencontres entre le président sud-coréen Moon Jae-in -notoirement partisan du dialogue- et le leader nord-coréen Kim Jong Un.

Source : AFP

Indésirables au Pakistan, les réfugiés afghans rêvent d'intégration

17 janvier 2019

Commerçant au Pakistan, Shahzad Alam a tenté à maintes reprises de se marier : mais il s'est vu à chaque fois éconduire dès l'instant où la famille de la jeune femme a découvert qu'il était un réfugié afghan.

Son horizon sentimental, bouché, pourrait toutefois s'éclaircir si le Premier ministre pakistanais Imram Khan concrétise une récente ambition d'accorder la nationalité pakistanaise aux Afghans nés dans le pays, soit potentiellement plus d'un million de personnes.

Le Pakistan abrite l'une des plus importantes populations de réfugiés au monde, estimée à 2,4 millions de personnes, dont environ 1 million de clandestins. Certains sont là depuis quatre décennies, ayant fui l'Afghanistan lors de l'invasion soviétique de 1979.

Mais nombre de Pakistanais les considèrent avec méfiance, les soupçonnant d'activités terroristes ou criminelles et appellent à les renvoyer dans leur pays.

La Constitution pakistanaise prévoit que toute personne née sur le sol du pays après 1951 puisse obtenir la nationalité.

Mais le ressentiment à l'encontre des réfugiés afghans est si fort qu'aucun responsable politique n'a osé à ce jour mettre en œuvre une telle mesure. La promesse faite par M. Khan en septembre dernier en ce sens est une première.

Les intéressés l'ont accueillie avec allégresse et gratitude.

Pour d'autres, elle est au contraire scandaleuse. Certains éditorialistes ont accusé M. Khan d'avoir ouvert "une boîte de Pandore". Les chefs des principaux partis d'opposition se sont déclarés vent debout contre son idée.

Selon des estimations de l'ONU, près des trois quarts des 1,4 millions de réfugiés afghans officiellement répertoriés au Pakistan sont nés sur son sol.

Beaucoup vivent dans des camps de déplacés, tandis que d'autres ont refait leur vie en ville.

Des milliers d'entre eux s'affairent quotidiennement dans les bazars de Peshawar, gérant de petites échoppes regorgeant de fruits, légumes ou objets divers importés de Chine.

"Je me sens comme si j'étais dans mon propre village, dans mon propre pays", relève l'un d'entre eux, Ashiqullah Jan, âgé de 43 ans.

Mais leur statut reste précaire. Les réfugiés se voient régulièrement intimer de quitter le pays passée une certaine date-limite, généralement décalée ensuite par les autorités en raison de la mauvaise situation sécuritaire en Afghanistan.

En 2016, une vague d'expulsions forcées de déplacés afghans avait donné lieu à des craintes de crise humanitaire.

L'approche d'Imran Khan est résolument différente, car il fait montre de compassion.

Ses adversaires avancent l'argument sécuritaire. Le Pakistan livre depuis des années une lutte sanglante contre les insurgés extrémistes sur son sol, et beaucoup sont originaires d'Afghanistan ou se cachent dans les camps de réfugiés afghans, selon l'armée.

Suite au tollé provoqué par ses propos, M. Khan ne s'est pas rétracté mais il s'est abstenu à ce jour de présenter le projet devant le Parlement.

Le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (HCR) s'est pour sa part félicité de l'annonce.

Source : AFP

Les deux Indiennes entrées dans le temple de Sabarimala demandent une protection policière

17 janvier 2019

Les deux Indiennes ayant provoqué la fureur des traditionalistes hindous, en devenant les premières femmes en âge de procréer à pénétrer dans un grand temple après la levée d'une interdiction, ont sollicité jeudi une protection policière, disant leur vie menacée.

Bindu Ammini et Kanaka Durga se sont recueillies le 2 janvier dernier dans le temple de la divinité Ayyappa à Sabarimala, dans l'État du Kerala (sud de l'Inde), à l'insu des traditionalistes. Depuis des mois, ces derniers ont transformé le sanctuaire en forteresse pour empêcher son ouverture à toutes les femmes, ordonnée par la justice.

Lors d'une audience jeudi devant la Cour suprême consacrée à cette requête, l'avocate des deux femmes, qui ont émergé cette semaine d'une dizaine de jours de cachette, a indiqué qu'elles sollicitaient la protection de l'État en raison des risques physiques encourus.

L'une d'elles, Kanaka Durga, a été agressée mardi par sa belle-mère à son retour dans sa famille et a dû être traitée à l'hôpital pour ses blessures.

Le temple de Sabarimala est devenu la nouvelle ligne de front pour le droit des femmes en Inde.

Ce sanctuaire, l'un des plus sacrés de l'hindouisme, a fait l'objet de vingt ans de bataille judiciaire autour de son interdiction à toutes les femmes en âge d'avoir leurs règles, soit entre 10 et 50 ans. Les femmes réglées sont souvent considérées comme impures dans cette société conservatrice et patriarcale.

En septembre 2018, la Cour suprême indienne a déclaré cette mesure discriminatoire. Elle a autorisé toutes les femmes à se rendre dans ce temple, situé au sommet d'une colline et dont l'accès nécessite plusieurs heures de marche. La Cour suprême examinera dans quelques jours un appel contre sa décision d'ouvrir l'accès de Sabarimala aux femmes sans considération d'âge.

Vêtues de robes noires et sous le couvert de la nuit, les deux femmes avaient échappé aux barrages de dévots autour du temple de la divinité Ayyappa à Sabarimala, dans l'État du Kerala (sud de l'Inde), et s'y sont recueillies peu avant l'aube le 2 janvier dernier.

Leur geste a déclenché de violentes manifestations, au cours desquelles plus d'un millier de personnes ont été arrêtées. Si leur démarche les a érigées au rang de pionnières aux yeux des défenseurs de l'égalité des droits entre hommes et femmes, elle les a cependant aussi forcées à passer depuis d'une cachette à l'autre en raison des menaces qui pèsent sur elles.

Les traditionalistes sont soutenus par le parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi.

"Les vrais croyants ne nous ont causé absolument aucun problème", relate Bindu Ammini, une professeure de droit de 40 ans.

Source : AFP

La Russie prolonge la détention provisoire de marins ukrainiens

15 janvier 2019

Un tribunal de Moscou a prolongé mardi jusqu'au 24 avril la détention provisoire de quatre des 24 marins ukrainiens capturés fin novembre dans le détroit de Kertch, rapportent les agences de presse RIA et Interfax.

Les 20 autres marins seront fixés ultérieurement sur leur sort.

Les marins se trouvaient à bord de trois bâtiments de la marine ukrainienne arraisonnés le 25 novembre dernier dans le détroit de Kertch, qui marque l'entrée en mer d'Azov. Les autorités russes affirment qu'ils sont entrés sans autorisation dans les eaux territoriales russes, une accusation que rejette Kiev. L'incident a provoqué un regain de tensions entre les deux pays.

Source : Reuters

Les Kouriles : Moscou demande à Tokyo de reconnaître la souveraineté russe en préalable

14 janvier 2019

La Russie a sèchement averti le Japon lundi de ne pas s'attendre à des progrès dans le différend territorial qui empoisonne leurs relations depuis la fin de la Seconde guerre mondiale tant qu'il n'aura pas reconnu la souveraineté russe sur les îles disputées.

La question des quatre îles volcaniques des Kouriles du Sud, appelées Territoires du Nord au Japon, a empêché jusqu'à présent les deux pays de signer un traité de paix et freine leur rapprochement économique de ces dernières années. Tokyo considère officiellement ces quatre îles annexées par l'URSS en 1945 comme appartenant au territoire du Japon.

En novembre, Vladimir Poutine et Shinzo Abe ont convenu à Singapour d'accélérer les pourparlers sur la base d'une déclaration de 1956, mais son interprétation par Tokyo a provoqué le courroux de Moscou.

Le Kremlin a annoncé lundi qu'une rencontre entre M. Poutine et M. Abe aurait lieu le 22 janvier à Moscou. Avant cette rencontre, le ministre japonais des Affaires étrangères Taro Kono a été reçu plusieurs heures lundi à Moscou par son homologue russe Sergueï Lavrov, qui a relevé des "divergences significatives" à la fin de l'entretien.

Moscou martèle que sa position est invariable et que le Japon doit d'abord accepter les conséquences de la Seconde guerre mondiale, y compris la souveraineté de la Russie sur les îles.

Les quatre îles disputées sont les plus méridionales, et donc les plus proches du Japon de l'archipel des Kouriles, une longue chaîne de petites îles volcaniques qui s'égrène en arc entre la presqu'île russe du Kamtchatka au nord et la grande île japonaise de Hokkaïdo au sud.

Riches en minerais et en poissons, garantes de l'accès de la flotte russe à l'océan Pacifique, ces îles font actuellement partie de la région russe de Sakhaline (Extrême-Orient). Mais pour le Japon, elles dépendent toujours de la préfecture de Hokkaïdo et sont "illégalement occupées par la Russie".

Source : AFP

Tokyo-2020 : le président du Comité olympique japonais en examen pour "corruption"

11 janvier 2019

À dix-huit mois des Jeux olympiques de Tokyo, la justice française a franchi un cap embarrassant pour les organisateurs en décidant de poursuivre l'homme-clé de la candidature japonaise, pour des soupçons de corruption autour de l'attribution de ces JO-2020.

Tsunekazu Takeda, président du Comité olympique japonais et membre du Comité international olympique (CIO), a été mis en examen le 10 décembre à Paris pour "corruption active" par le juge Renaud Van Ruymbeke, également saisi de soupçons similaires sur l'attribution des JO de Rio-2016, a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

La nouvelle de cette mise en examen est tombée au moment où le ministre japonais des Jeux olympiques, Yoshitaka Sakurada, était jeudi et vendredi à Paris pour y rencontrer des membres du mouvement olympique français dont Jean Castex, le "monsieur JO" de l'Etat.

Tsunekazu Takeda, dont les déboires judiciaires posent désormais la question de son maintien au sein de l'instance, est soupçonné d'avoir autorisé deux versements suspects pour un total de 2,8 millions de dollars singapouriens (1,8 million d'euros) en 2013 pendant la campagne de candidature japonaise. En septembre 2013, Tokyo avait décroché ses jeux face à Istanbul.

L'enquête sur les JO de Tokyo, qui a été élargie à ceux de Rio-2016, est née des investigations menées contre un vaste système de corruption mis en place au sein de l'IAAF pour permettre d'éviter ou de retarder les sanctions contre des athlètes russes.

Avant M. Takeda, l'affaire avait déjà rattrapé en novembre 2017, un autre membre du CIO, l'ex-sprinteur namibien Frankie Fredericks mis en examen pour "corruption passive" dans le volet des JO-2016 de Rio et suspendu depuis.

Source : AFP

AMERIQUES

Colombie : l'auteur de l'attentat meurtrier de Bogota identifié

17 janvier 2019

L'auteur de l'attentat à la voiture piégée contre l'école de la police, qui a fait au moins 21 morts et 57 blessés jeudi à Bogota, a été identifié par le Parquet colombien, selon lequel le véhicule contenait 80 kilos d'explosifs.

Cette attaque, qualifiée de "misérable acte terroriste" par le président Ivan Duque, est la plus grave survenue dans la capitale colombienne depuis la signature de l'accord de paix avec l'ex-guérilla des Farc en 2016.

"Nous avons réussi à établir que la responsabilité matérielle de ce crime exécrable, de cet acte terroriste, (incombait à) José Aldemar Rojas Rodriguez", a déclaré à la télévision le procureur général Nestor Humberto Martínez, aux côtés du chef de l'Etat, sans préciser si l'auteur était lié à un groupe armé illégal.

Au pouvoir depuis août, ce président de droite a amplifié la lutte contre la drogue dans un pays qui reste le premier producteur mondial de cocaïne et durci les conditions de reprise des négociations de paix avec la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN).

Le procureur a précisé que le véhicule utilisé avait passé un contrôle technique en juillet dernier dans l'Arauca, département frontalier du Venezuela, où l'ELN est présente.

En janvier 2018, la police avait été la cible d'un attentat à la voiture piégée faisant 6 morts et revendiqué par l'ELN. En février, nouvel attentat revendiqué par l'ELN, faisant 1 mort.

Avec environ 1.800 combattants, l'ELN est considérée comme la dernière guérilla du pays, après le désarmement et la transformation en parti politique des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) suite à l'accord signé en 2016 avec le précédent président de centre-droit.

M. Duque exige que l'ELN libère ses otages, estimé à 17, et cesse ses activités criminelles avant une reprise des négociations, entamées en 2017 mais suspendues depuis août.

Les rebelles estiment qu'il s'agit de "conditions unilatérales inacceptables".

Bien que l'intensité du conflit armé ait diminué depuis l'accord avec les Farc, la Colombie reste affectée par une guerre fratricide de plus d'un demi-siècle, qui a impliqué guérillas, paramilitaires et forces de l'ordre, faisant plus de huit millions de victimes entre morts, disparus et déplacés.

Source : AFP

Colombie : des milliers de manifestants pour la démission du procureur général

12 janvier 2019

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Bogota et dans plusieurs autres villes de Colombie pour réclamer la démission du procureur général, accusé d'implication dans le scandale de corruption lié au groupe brésilien Odebrecht.

Le procureur, Nestor Humberto Martinez, est la cible de demandes de démission depuis que des articles de presse ont affirmé en décembre qu'il avait été au courant d'activités irrégulières du groupe brésilien de BPT alors qu'il était l'avocat de l'entreprise Corficolombiana, associée d'Odebrecht en Colombie, et qu'il ne les avait pas dénoncées.

A la suite d'une mobilisation similaire au Pérou, le ministère péruvien de la Justice a accepté le 8 janvier la démission du procureur général Pedro Gonzalez Chavarry. Ce dernier avait tenté de destituer une équipe d'enquêteurs qui travaillaient sur une affaire de corruption liée à Odebrecht et impliquant de hautes personnalités péruviennes.

Source : AFP

Caravane de migrants honduriens : de premiers groupes passent la frontière mexicaine

18 janvier 2019

La caravane de 1.000 à 2.000 migrants honduriens partis au début de la semaine pour fuir la misère et la violence dans leur pays s'approchait jeudi soir du Mexique et de petits groupes commençaient même à passer la frontière, ont constaté des journalistes de l'AFP.

"Le Mexique a décidé de donner une carte de visiteur pour raisons humanitaires à tous ceux qui entreront en présentant leurs papiers", a indiqué Hector Hugo Aleman, directeur des services de migration. Ce document, qui pourra être renouvelé, permettra de rester un an au Mexique, d'y chercher du travail et de bénéficier des services de santé et d'éducation.

Dans les rangs des migrants, la rancœur à l'encontre de la classe politique du Honduras est générale. "Tous les politiciens du Honduras sont des voleurs, tous : les députés, les maires, les présidents !", s'exclame Genaro Hernandez, un paysan âgé de 52 ans. "Et ce président est le plus grand voleur de tous", ajoute-t-il, l'accusant d'être à l'origine de la situation désespérée.

Ces nouveaux départs de candidats au rêve américain ont mis en fureur le président Donald Trump, qui réclame de plus belle la construction d'un mur à la frontière mexicaine pour contenir le flux des migrants.

Les Honduriens, parmi lesquels des familles entières, ont passé la nuit dans des refuges de la Maison du Migrant tenus par l'Eglise catholique et l'Université publique San Carlos, au Guatemala. Beaucoup se ressentent déjà des heures de marche exposés aux intempéries et ont reçu des soins.

La capacité d'accueil de 350 personnes de la Maison du Migrant a été rapidement saturée et d'autres refuges ont été ouverts pour recevoir les Honduriens et leur fournir nourriture, produits d'hygiène ainsi que du lait et des poussettes pour les enfants en bas âge, a indiqué à l'AFP Roxana Palma, une psychologue qui travaille à la Maison du Migrant.

Tandis que la "Caravane du 15 janvier", poursuit sa route, l'ambassadeur américain au Guatemala a adressé une sévère mise en garde : "J'adjure tous les migrants qui pensent se rendre aux Etats-Unis d'y renoncer. Votre tentative d'émigrer est vouée à l'échec. Vous serez arrêtés et les Etats-Unis voudront vous expulser".

En prévision de l'arrivée imminente de la caravane, le gouvernement mexicain du nouveau président de gauche Andres Manuel Lopez Obrador a mis en place une aire d'accueil dans l'Etat du Chiapas, frontalier du Guatemala.

Les autorités mexicaines ont cependant averti qu'elles ne permettraient pas aux migrants de forcer le passage à la frontière, comme cela s'est produit lors des précédents épisodes de l'année dernière.

Source : AFP

USA : les séparations enfants-parents continuent à la frontière mexicaine

17 janvier 2019

Le nombre d'enfants séparés de leurs parents arrivés illégalement sur le territoire américain pourrait être supérieur de plusieurs "milliers" aux estimations existantes, indique un rapport d'une agence fédérale américaine mercredi.

Le bureau de l'inspecteur général du département de la Santé et des Services sociaux (HHS) indique que l'agence a identifié de très nombreux enfants en plus des 2.737 qui font déjà l'objet d'une procédure judiciaire collective engagée par l'American Civil Liberties Union l'an passé.

L'administration Trump a mis en œuvre une politique de "tolérance zéro" qui consiste à poursuivre pénalement et à placer en détention provisoire toute personne ayant franchi illégalement la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique avec des enfants.

Cette politique a eu pour conséquence de se traduire par la séparation de parents et d'enfants, le gouvernement américain affirmant que ces décisions étaient prises pour la sécurité et le bien-être des enfants.

Ce sujet sensible a provoqué l'indignation d'une partie de la population américaine et poussé Trump à signer le 20 juin un décret y mettant fin.

Malgré cela, les séparations se sont poursuivies depuis cette date, précise le rapport du HHS, et au moins 118 enfants ont été séparés de leurs parents entre le 1^{er} juillet et le 7 novembre 2018.

Source : Reuters

Voyages officiels chamboulés : Trump et Pelosi à couteaux tirés autour du "shutdown"

18 janvier 2019

Le "shutdown" vire au règlement de compte entre Donald Trump et Nancy Pelosi. Et les coups volent bas. Quitte à perturber un calendrier officiel bien huilé et un voyage jusqu'alors tenu secret.

Le président américain et la présidente démocrate de la Chambre des représentants sont engagés dans un bras de fer depuis plus de trois semaines autour de cette impasse budgétaire affectant quelque 800.000 employés fédéraux, qui ne touchent plus leur salaire.

"Par respect" pour ces employés, M. Trump a décidé d'annuler le voyage de sa délégation au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, a annoncé la Maison Blanche jeudi en fin de journée, une semaine après l'annulation par Donald Trump de sa propre participation.

Quelques heures plus tôt, le président américain avait stupéfié le Congrès en annonçant qu'il annulait un déplacement que Nancy Pelosi, troisième personnage de l'Etat, devait effectuer en Afghanistan à bord d'un avion militaire. Au cœur du conflit budgétaire figure le mur que veut ériger Trump à la frontière avec le Mexique. Les démocrates ne veulent pas en entendre parler.

Source : AFP

"Shutdown" : fonctionnaires américains en difficulté, politiques dans l'impasse

17 janvier 2019

Près de quatre semaines de fermeture partielle des administrations fédérales aux États-Unis, et toujours l'impasse politique : le "shutdown", catastrophe pour les finances de nombreux fonctionnaires non payés, semble loin de se résoudre.

Le président Donald Trump réclame que soit inscrit dans le budget fédéral 5,7 milliards de dollars pour financer un mur à la frontière avec le Mexique pour lutter contre l'immigration illégale, ce que l'opposition démocrate refuse catégoriquement.

Ce différend contraint depuis plus de trois semaines quelque 800.000 employés fédéraux au chômage forcé, ou à travailler sans solde pour ceux dont les emplois sont jugés essentiels. Mercredi, le président et ses opposants démocrates ont continué à s'accuser mutuellement d'être responsables du blocage.

"Il est de plus en plus évident que les démocrates radicaux sont le parti des frontières ouvertes et de la criminalité. Ils ne veulent pas entendre parler de la crise humanitaire majeure à notre frontière sud", a tweeté le milliardaire républicain.

"Le président a dit qu'il ne rouvrirait pas le gouvernement, il garde sa position et ne changera pas d'avis", a rétorqué Chuck Schumer, chef des démocrates au Sénat. Les fonctionnaires affectés par le "shutdown" doivent continuer à payer leurs factures et à rembourser leurs prêts. Des initiatives solidaires se multiplient pour leur venir en aide.

Des fonctionnaires se tournent aussi vers les banques alimentaires.

La situation est encore plus dramatique pour les salariés de sous-traitants des établissements publics. Au contraire des employés fédéraux, ils ne recevront aucune compensation quand les administrations rouvriront.

"Je vais bientôt perdre ma voiture car je suis en retard (sur les remboursements), perdre mon assurance santé, mon assurance auto et mon permis de conduire car j'ai un échéancier avec le Département des véhicules à moteur et si je manque un versement, je perds mon permis", a affirmé à l'AFP Yvette Hicks, 40 ans et qui travaille pour l'institution culturelle Smithsonian.

Face aux dettes qui s'accumulent, les grandes banques ont mis en place des facilités de paiement sous la forme de prêts sans intérêt ou de crédits à la consommation aux intérêts très faibles. Les

fournisseurs d'accès à internet et compagnies de téléphonie mobile ont également annoncé des facilités de paiement.

En Virginie et dans le Maryland, plusieurs foires à l'emploi sont organisées cette semaine pour ceux voulant un travail rémunéré pendant le "shutdown".
Le blocage a aussi un coût pour l'économie américaine.

Source : AFP

USA : Cohen dit avoir manipulé des sondages sur ordre de Trump

17 janvier 2019

Michael Cohen, l'ancien avocat personnel de Donald Trump, a déclaré jeudi qu'il avait procédé, à la demande du candidat républicain à l'élection présidentielle américaine de 2016, à des versements d'argent à une société dans le but d'influencer le résultat d'enquêtes d'opinion.

Ces versements d'argent à la société RedFinch Solutions, qui visaient à une manipulation des résultats d'enquêtes d'opinion en ligne, ont été faits "sur ordre et pour le seul bénéficiaire de" Donald Trump, a dit Michael Cohen.

Cette tentative de manipulation s'est au final révélée peu fructueuse mais elle met en lumière la stratégie menée par l'équipe de campagne de Trump et par le rôle qu'y jouait Michael Cohen. "Le président n'avait pas connaissance que ces sondages avaient été truqués", a affirmé mercredi son avocat Rudy Giuliani.

Michael Cohen a accepté de coopérer avec les enquêteurs de l'équipe du procureur spécial Robert Mueller qui mènent des investigations sur l'ingérence russe dans la présidentielle de 2016 aux Etats-Unis et sur une éventuelle collusion entre l'équipe de campagne de Trump et la Russie.

L'avocat a été condamné en décembre à trois années d'emprisonnement après avoir reconnu qu'il avait procédé à des versements en faveur de 2 femmes avec lesquelles Trump avait eu des relations extraconjugales, afin d'acheter leur silence. Cohen a également reconnu avoir menti pour protéger Trump sur le projet immobilier de construction d'un Trump Tower en Russie.

Source : Reuters

Arrestation à Moscou d'un mannequin qui a affirmé avoir des informations sur Trump

17 janvier 2019

Un mannequin biélorusse qui affirmait détenir les preuves d'une ingérence russe dans l'élection de Donald Trump en 2016 a été arrêtée jeudi à Moscou à l'arrivée de son vol en provenance de Thaïlande, rapporte l'agence de presse Interfax citant des sources policières.

Anastasia Vachoukevitch, qui est âgée de 27 ans, et trois autres personnes ont été interpellées à leur arrivée à l'aéroport moscovite de Cheremetyevo et transférées dans un commissariat de police.

Anastasia Vachoukevitch, également connue sous le nom de Nastya Rybka, a affirmé il y a près d'un an qu'elle était en possession de plusieurs heures d'enregistrements de conversations concernant l'ingérence dans l'élection américaine de 2016 impliquant l'oligarque Oleg Deripaska.

Elle a proposé de livrer ces enregistrements en échange d'un asile aux Etats-Unis, mais n'a jamais produit de preuve étayant ses affirmations. Elle a indiqué par la suite qu'elle n'avait aucune intention de diffuser quoi que ce soit.

Des représentants de Deripaska l'accusent de mentir et affirment qu'elle n'a jamais été la maîtresse de l'oligarque, proche de Vladimir Poutine et ancien associé en affaire de Paul Manafort, qui fut pendant quelques mois le directeur de campagne de Trump.

Source : Reuters

Le ministre de la Justice nommé par Trump jure de protéger l'enquête russe

15 janvier 2019

Le candidat de Donald Trump au poste de ministre de la Justice, Bill Barr, a juré mardi de protéger la tentaculaire enquête russe de toute interférence politique, mais s'est heurté lors de son audience de confirmation au Sénat à la méfiance des démocrates.

Le juriste républicain de 68 ans a besoin du feu vert du Sénat pour faire son retour au gouvernement, plus de 25 ans après avoir été l'"Attorney General" du président George H.W. Bush.

Sans se départir de son calme face au feu nourri des questions des parlementaires, il a martelé qu'il était un homme "indépendant" et a promis de résister à toutes les pressions, y compris présidentielles.

N'hésitant pas à contredire le président Trump, il a défendu son "bon ami", le procureur spécial Robert Mueller, chargé d'établir s'il y a eu collusion entre Moscou et l'équipe du candidat républicain lors de la présidentielle de 2016.

Le FBI et les agences américaines du renseignement sont unanimes pour dire que le Kremlin a tenté de peser sur le cours de la campagne de 2016, mais le président Trump s'est montré réticent à reprendre leurs conclusions à son compte.

Les républicains étant majoritaires au Sénat (53 sièges sur 100), Bill Barr a de bonnes chances d'être confirmé à l'issue de son audition, qui se poursuivra mercredi. Depuis le limogeage de Jeff Sessions, l'intérim est assuré par son ancien directeur de cabinet Matthew Whitaker, que les démocrates soupçonnent d'être à la botte du président, et qu'ils sont pressés de voir partir.

Source : AFP

Dix ans après Obama, la politique américaine toujours aux prises avec le racisme

17 janvier 2019

L'espoir avait soufflé, le 20 janvier 2009, sur les centaines de milliers de personnes rassemblées à Washington pour célébrer l'investiture du premier président noir des Etats-Unis. Le pays avait-il tué les démons du racisme, au moins en politique ? Dix ans après, sous Donald Trump, le bilan est mitigé.

"Trump incarne une très forte réaction à la présidence d'Obama, mais en même temps, la population est devenue beaucoup plus multiculturelle", souligne Lara Schwartz, professeure à l'American University.

D'un côté, le républicain Donald Trump a été accusé d'employer des termes racistes, d'alimenter les doutes, chargés de xénophobie, sur les origines de Barack Obama, ou encore de laisser les nationalistes blancs "propager la haine", selon les démocrates, en ne condamnant pas clairement les manifestations néonazies de Charlottesville.

De l'autre, les Américains viennent d'élire le Congrès le plus cosmopolite de leur histoire, avec un nombre record d'élus noirs, hispaniques et issus d'autres minorités, surtout du côté démocrate.

"Nous avons fait un progrès extraordinaire" en dix ans, confie à l'AFP une élue démocrate noire de la Chambre des représentants, Joyce Beatty. Le Congrès "reflète beaucoup mieux le pays", se réjouit-elle.

Au Sénat, seuls 3 élus noirs siègent, sur 100. Mais les 2 démocrates, Kamala Harris et Cory Booker, sont pressentis pour être candidats à la présidentielle de 2020, tandis que l'ex-maire de San Antonio Julian Castro vient officiellement de se lancer dans la course pour devenir le premier président hispanique des Etats-Unis.

Le pourcentage d'Américains considérant le racisme comme un "grand problème" est passé de 50 à 58% entre 2015 et 2017, essentiellement chez les démocrates, selon l'institut Pew. Et les Etats-Unis ont enregistré en 2017 une hausse de 57% des incidents antisémites par rapport à 2016, la plus forte augmentation depuis les années 1970, selon l'Anti-Defamation League.

Les racistes "étaient toujours là lorsque Barack Obama était président, mais ils avaient peur et se cachaient", renchérit Gregory Meeks, élu noir et démocrate de la Chambre. "Trump leur a donné le courage de croire qu'il était désormais acceptable de sortir du placard", affirme-t-il à l'AFP.

Pour Tim Kaine, sénateur démocrate et colistier malheureux de Hillary Clinton face à Donald Trump lors de la présidentielle de 2016, les deux mandats de Barack Obama ont représenté "un gigantesque pas en avant".

"J'ai l'impression que chaque fois que nous faisons des avancées, il y a un retour de bâton", concède-t-il. Mais "on ne retourne jamais aussi loin qu'on ne l'était. Et puis on recommence à avancer".

Source : AFP

Venezuela : l'ONU propose son aide pour l'alimentation et la santé

13 janvier 2019

L'ONU a proposé samedi son aide au Venezuela sur des sujets "urgents" comme l'alimentation et la santé, durement frappés par la pire crise économique de ce pays pétrolier.

M. Maduro lui a répondu à Peter Grohmann, coordinateur des Nations unies au Venezuela : "Je demande le soutien à tout le système d'alimentation".

Le gouvernement socialiste nie cependant toute "crise humanitaire" et attribue le marasme économique aux sanctions des Etats-Unis qui empêchent l'importation d'aliments et de médicaments.

En octobre dernier, l'Unicef a alloué 32 millions de dollars au Venezuela pour y réduire la mortalité materno-infantile et y protéger l'enfance.

En 2016, la mortalité infantile a augmenté de 30 %, avec 11.000 décès de bébés de 0 à 1 an, et la mortalité maternelle a bondi de 65%, selon le ministère de la Santé vénézuélien.

Sous le mandat de Nicolas Maduro, l'économie s'est réduite de moitié et le pays devrait encore connaître un repli de 5% en 2019 selon le FMI. Outre les pénuries d'aliments et de médicaments, les Vénézuéliens doivent faire face à une hyperinflation.

Nicolas Maduro, réélu le 20 mai lors d'un scrutin boycotté par l'opposition et dénoncé par une grande partie de la communauté internationale, a entamé jeudi un deuxième mandat de six ans. Le Parlement vénézuélien, seule institution contrôlée par l'opposition, a appelé vendredi à une mobilisation le 23 janvier en faveur d'un "gouvernement de transition".

Source : AFP

Bolsonaro promet devant l'opposition vénézuélienne d'agir contre Maduro

18 janvier 2019

Le président brésilien Jair Bolsonaro et son gouvernement ont promis d'agir pour un changement de régime au Venezuela devant des opposants au président socialiste Nicolas Maduro qu'ils ont reçus jeudi à Brasilia.

Accroissant une nouvelle fois sa pression sur le pouvoir de Nicolas Maduro, le président d'extrême-droite brésilien a reçu Miguel Angel Martin, président du Tribunal suprême de justice en exil, un organisme parallèle nommé par l'Assemblée nationale vénézuélienne, seule institution contrôlée par l'opposition à Caracas.

Le ministre brésilien des Affaires étrangères, Ernesto Araujo a reçu pendant d'autres représentants de l'opposition vénézuélienne, dont Julio Borges, ancien président de l'Assemblée nationale, actuellement en exil en Colombie, et Antonio Ledezma, ancien maire de Caracas, qui vit à Madrid depuis 2017 alors qu'il avait été placé en résidence surveillée au Venezuela.

Étaient également présents lors de ces entretiens, qui ont eu lieu au ministère de M. Araujo, des diplomates de l'ambassade américaine, et des représentants du Groupe de Lima, formé par 14 pays du continent américain dont le Brésil.

Ces pays considèrent comme illégitime le président Maduro, investi le 10 janvier pour un second mandat à la suite d'une élection présidentielle considérée comme frauduleuse par l'opposition et de nombreux pays étrangers.

Ce nouveau mandat n'est reconnu ni par les États-Unis, ni par l'Union européenne, ni le Groupe de Lima. Le Brésil est prêt à reconnaître "une présidence intérimaire" du Venezuela qui serait assurée par Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale, a annoncé le ministère brésilien des Affaires étrangères.

Le Venezuela connaît depuis plusieurs années, outre la crise politique, une grave crise économique.

Confrontés à des pénuries d'aliments et de médicaments et à une hyperinflation, de nombreux Vénézuéliens ont quitté leur pays.

Juan Guaido s'est déclaré disposé à diriger un gouvernement de transition qui convoquerait de nouvelles élections, estimant que la Constitution l'habilite à le faire en raison de l'absence, selon l'opposition, d'un pouvoir légitime au Venezuela.

Les opposants reçus au ministère brésilien des Affaires étrangères ont souhaité que le président Bolsonaro reconnaisse officiellement Juan Guaido comme président légitime du Venezuela afin qu'il puisse convoquer des élections libres. L'ancien maire de Caracas a par ailleurs demandé aux pays de la région d'adopter de nouvelles sanctions contre des fonctionnaires.

M. Borges a lui aussi souhaité de nouvelles sanctions, appelant à agir contre "le blanchiment de capitaux, la corruption et la violation des droits de l'Homme" dont est coupable selon l'opposition le pouvoir vénézuélien.

Interrogé sur l'idée d'une intervention militaire étrangère contre le régime de Nicolas Maduro, M. Borges a déclaré que l'opposition a toujours préféré "la voie de la pression et des sanctions" et a affirmé que c'est M. Maduro lui-même qui avait opté pour "la voie de la violence".

Une vague de manifestations contre le pouvoir entre avril et août 2017 avait fait 125 morts. Pour sa part, M. Maduro, qui a traité lundi M. Bolsonaro de "Hitler des temps modernes", dénonce régulièrement une volonté de le renverser par la violence.

Selon lui, les États-Unis sont en train de coordonner un complot visant à provoquer des incidents armés aux frontières du Venezuela avec la Colombie et le Brésil, deux pays dont les gouvernements lui sont hostiles, afin de justifier une intervention militaire.

Source : AFP

Bolsonaro arme les Brésiliens au nom de la "légitime défense"

16 janvier 2019

Promesse de campagne tenue : pour contenter les "gens bien" qui l'ont élu, le président d'extrême droite du Brésil Jair Bolsonaro a assoupli mardi les règles de la détention d'armes à feu, au risque d'augmenter la violence dans l'un des pays les plus dangereux au monde.

Le taux d'homicide au Brésil est de 30,8 pour 100.000 habitants, trois fois supérieur à celui de 10 pour 100.000 considéré par l'ONU comme le seuil de violence endémique.

Chaque citoyen pourra détenir jusqu'à quatre armes, et bien plus encore dans le cas des multi-propriétaires terriens des zones rurales.

Un geste de Jair Bolsonaro à l'égard de ses soutiens, souvent aux prises avec des révoltes de paysans sans terre ou des populations indigènes. Certaines restrictions sont inchangées : il faut toujours être âgé de 25 ans au moins, avoir un casier judiciaire vierge, une occupation légale et avoir passé une évaluation psychologique et technique.

"Tout le monde sait que plus d'armes en circulation signifie plus de morts et plus de violence. Et le nombre de victimes va probablement augmenter du côté des citoyens lambda qui n'ont pas l'habitude de manier des armes à feu", a expliqué à l'AFP Silva Ramos, du Centre de recherches sur la sécurité et la citoyenneté (Cesec).

Source : AFP

Le gouvernement Bolsonaro veut durcir la répression face aux paysans "sans terres"

14 janvier 2019

Le nouveau gouvernement brésilien souhaite modifier le droit pour que les envahissements de terrains agricoles par des paysans "sans terres" soient considérés comme du terrorisme, a déclaré lundi un responsable du ministère de l'Agriculture.

Nabhan Garcia, chargé des questions foncières à la tête d'un secrétariat nouvellement créé au sein du ministère, a précisé que le gouvernement du président Jair Bolsonaro allait devoir convaincre les parlementaires de réformer la loi et d'octroyer plus d'autonomie aux forces de police pour qu'elles agissent face à ces envahissements.

Le secteur agro-industriel a fourni au président issu de l'extrême droite un fort soutien lors de la campagne électorale.

A l'inverse, le Mouvement des sans terres (MST) était une des bases majeures de l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva.

Source : Reuters

Haïti est-elle mieux préparée aux catastrophes, neuf ans après le séisme de 2010 ?

12 janvier 2019

La moitié de la capitale détruite, 250 000 morts et 1 million d'habitants déplacés. Tel est le bilan du séisme qui a frappé Haïti il y a neuf ans, le 12 janvier 2010. L'une des survivantes est Sophie Boutaud de la Combe.

Aujourd'hui responsable de la communication à la Mission des Nations Unies pour la justice en Haïti (MINUJUSTH), elle estime que le gouvernement est maintenant beaucoup mieux préparé à des catastrophes naturelles similaires.

Source : ONU

Carburant : Mexico entre pénuries et sabotages d'oléoducs

12 janvier 2019

Un important oléoduc alimentant Mexico en carburant a été mis hors service, ayant subi deux ruptures en une seule journée, et le gouvernement s'efforce de remédier à une situation qui met en colère les automobilistes et fragilise l'économie de la capitale mexicaine.

L'offensive lancée par Andres Manuel Lopez Obrador contre les voleurs de carburant constitue la première épreuve de force engagée par le président de gauche contre la corruption. Des bandes criminelles ponctionnent du carburant sur des oléoducs et interceptent des camions-citernes depuis des années dans le pays, ce qui coûte des milliards de dollars à l'Etat.

Les autorités ont annoncé vendredi qu'elles chargeraient 8.300 policiers et 1.400 véhicules des forces de l'ordre d'assurer au cours des 48 heures à venir la sécurité des camions-citernes chargés d'approvisionner les stations-service de la capitale. Vendredi, les voitures faisaient la queue par dizaines aux stations-service de la capitale, par crainte de pénuries de carburant.

Le directeur de la Banque centrale du Mexique a estimé jeudi que l'économie et le taux d'inflation risqueraient d'être affectés négativement si les problèmes de distribution du carburant demeuraient.

Source : Reuters

Guatemala : manifestation contre la fin de la mission anticorruption de l'ONU

13 janvier 2019

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi au Guatemala contre la tentative du président Jimmy Morales de mettre fin au mandat d'une mission anticorruption de l'ONU qui s'intéresse de près aux comptes de sa campagne électorale de 2015.

Le gouvernement guatémaltèque a mis un terme à la mission de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Cicig), rattachée à l'ONU, et mise en place en 2007.

Mais mercredi, la Cour constitutionnelle - la plus haute juridiction du Guatemala - a suspendu cette décision unilatérale.

Dans sa décision, la Cour constitutionnelle exhorte les autorités à faire en sorte que tout soit fait pour faciliter le travail de la mission onusienne.

Les tensions entre le président Morales et la Cicig remontent à 2016 lorsque son frère et son fils ont été accusés de fraude fiscale et de blanchiment d'argent.

Elles sont montées d'un cran à l'été 2017 quand la mission onusienne et le bureau du procureur ont demandé la levée de l'immunité présidentielle pour enquêter sur les soupçons de financement électoral illicite pendant la campagne de 2015.

Source : AFP

"Contre-révolutionnaire" ou stratégique : l'expulsion de Battisti divise en Bolivie

14 janvier 2019

La décision du président socialiste bolivien Evo Morales d'expulser sans tarder l'ex-militant d'extrême gauche Cesare Battisti vers l'Italie suscitait lundi des réactions contrastées, son camp dénonçant un acte "contre-révolutionnaire" tandis que l'opposition a salué ce choix.

Cesare Battisti, 64 ans, condamné à perpétuité en Italie pour quatre meurtres, et en cavale depuis 37 ans, a été arrêté samedi soir, à Santa Cruz, dans l'est de la Bolivie. Moins de 24 heures après, il était remis aux autorités italiennes et embarqué à bord d'un avion dépêché par Rome en direction de l'Italie.

Une telle célérité a suscité de vives critiques dans le camp du président bolivien, le plus ancien président en exercice d'Amérique latine et un des derniers représentants de la "vague rose" qui a déferlé au tournant des années 2000 sur le continent, désormais nettement marqué à droite.

Pour le sociologue Carlos Borth, la décision du président bolivien, en campagne pour un quatrième mandat, se veut un message en direction de l'Union européenne (UE). "Cette décision vise à ne pas ouvrir d'autres fronts de tension sur la scène internationale, en particulier avec l'Union européenne", estime le chercheur.

Ces dernières années, la Bolivie et l'UE entretiennent des relations plutôt tendues. En mars 2017, notamment, la décision de La Paz de doubler la surface de culture légale de la feuille de coca, de 12.000 à 22.000 hectares, avait fait grincer des dents à Bruxelles.

Selon une étude financée par l'Union européenne en 2013, quelque 14.700 hectares de coca sont suffisants pour couvrir la demande légale.

Ne pas avoir expulsé Battisti "aurait eu des conséquences imprévisibles pour la Bolivie", a ajouté Carlos Borth.

Evo Morales était un des seuls présidents d'Amérique latine de gauche à participer à la cérémonie d'investiture du président d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et "la Bolivie fait face à des renégociations importantes, en ce qui concerne le gaz, dans ses relations bilatérales avec le Brésil", rappelle Gaspard Estrada, spécialiste de l'Amérique latine à Sciences Po.

Le Brésil est le principal marché pour le gaz bolivien.

"Cette arrestation permet à la Bolivie d'envoyer un signal vis-à-vis du gouvernement brésilien", a ajouté M. Estrada.

Source : AFP

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Syrie : après l'attentat de Manbij, les FDS promettent d'éradiquer l'EI

17 janvier 2019

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), mouvement rebelle soutenu par les Etats-Unis, ont promis jeudi de redoubler d'efforts pour venir à bout des dernières poches de résistance de l'EI, au lendemain de l'attentat qui a tué 16 à 20 personnes. Donald Trump a annoncé le 20 décembre le retrait prochain du contingent américain en Syrie, qui compte 2.000 hommes.

Source : Reuters

Les FDS appuient une zone de sécurité dans le nord de la Syrie

16 janvier 2019

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), milice arabo-kurde soutenue par la coalition occidentale dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI), ont dit mercredi soutenir l'idée évoquée par Donald Trump d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie, à condition que celle-ci se fasse "sans intervention étrangère".

Une telle zone "tampon" pourrait protéger les Kurdes d'une offensive militaire de la Turquie, qui promet depuis des mois d'écraser les YPG (Unités de protection du peuple), principale composante des FDS, qu'Ankara considère comme une émanation du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, terroriste) qu'elle combat sur son territoire.

Donald Trump, qui a annoncé de manière impromptue le retrait des forces américaines de Syrie le mois dernier, a lancé l'idée dimanche sur Twitter, sans fournir de précisions sur la forme qu'elle pourrait prendre.

"Nous fournirons toute l'aide nécessaire à la création de la zone de sécurité en cours de discussion (...) avec des garanties internationales (...) qui permettront d'éviter une intervention étrangère", disent les FDS.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a dit mardi avoir évoqué l'idée de la zone de sécurité lors d'une conversation téléphonique avec Donald Trump, et assuré que la Turquie se chargerait de la mettre elle-même en place dans le nord de la Syrie, le long de sa frontière.

Les Kurdes veulent éviter une telle intervention de l'armée turque, qui les a déjà chassés du nord-ouest de la Syrie au bénéfice de groupes rebelles syriens qu'elle soutient. Les FDS se disent prêts à négocier avec Ankara et formulent l'espoir de parvenir à un accord.

Après l'annonce brutale du retrait américain, les Kurdes se sont dans un premier temps tournés vers les forces du président syrien Bachar al Assad, appuyées par la Russie et l'Iran, pour qu'elles assurent leur protection face à l'armée turque.

Sous la pression de hauts responsables de son gouvernement et de l'armée, Donald Trump a durci le ton envers la Turquie, allant jusqu'à la menacer lundi de "destruction économique" si elle s'en prenait aux Kurdes.

Alors que le président des Etats-Unis a justifié le retrait de Syrie par la "défaite" de l'EI, au moins 16 personnes, dont 4 soldats américains, ont trouvé la mort mercredi dans un attentat suicide revendiqué par le groupe djihadiste à Manbij, une ville du nord de la Syrie où Washington fait tampon entre les Kurdes et les Turcs.

Source : Reuters

Les FDS annoncent la fin prochaine de l'Etat islamique ; forte menace sur les Kurdes

13 janvier 2019

Les combattants du groupe Etat islamique "vivent leurs derniers jours" dans la dernière enclave qu'ils tiennent près de la frontière irakienne, a déclaré dimanche un porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS). Si cette défaite des djihadistes se confirmait, elle les priverait de leur dernier bastion à l'est de l'Euphrate.

Moustafa Bali, porte-parole des FDS, coalition arabo-kurde soutenue par la coalition internationale en lutte contre l'EI en Syrie, a déclaré que les opérations militaires s'étaient intensifiées au cours des deux derniers jours et qu'un accès stratégique avait été coupé.

Le président américain, Donald Trump, a annoncé le mois dernier qu'il avait l'intention d'évacuer les quelque 2.000 soldats stationnés dans le nord de la Syrie jugeant que leur mission était un succès et que leur présence n'était plus justifiée.

Cela dit, n'oublions pas que la province d'Idleb (ouest de la Syrie) est intégralement passée, il y a seulement quelques jours, sous la coupe du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS). Lequel étend aussi son pouvoir à certaines parties des provinces voisines d'Alep et de Hama. En cas d'alliance avec Erdogan contre les Kurdes, ceux-ci seraient pris en tenaille.

Source : Reuters

Damas dit vouloir intensifier le dialogue avec les Kurdes

13 janvier 2019

Le gouvernement syrien espère intensifier le dialogue avec les différents groupes de Kurdes syriens, a déclaré dimanche Ayman Soussan, vice-ministre syrien des Affaires étrangères.

Sous la menace d'une offensive de la Turquie qui les considère comme des terroristes, les groupes kurdes du nord de la Syrie ont repris contact avec le gouvernement de Bachar al Assad après la décision de Donald Trump de retirer les forces américaines du pays.

Source : Reuters

Rare visite du roi jordanien en Irak, théâtre d'un ballet diplomatique

14 janvier 2019

Abdallah II de Jordanie s'est rendu lundi à Bagdad pour sa première visite depuis dix ans, sur fond de ballet diplomatique en Irak où se sont succédé les chefs de diplomatie de ses deux grands alliés iranien et américain.

Outre le roi jordanien, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a également rencontré lundi les dirigeants irakiens, alors que son homologue iranien Mohammad Javad Zarif poursuivait sa tournée politique et économique en Irak débutée la veille.

Avant ces visites, le président américain Donald Trump avait effectué en décembre une visite surprise aux troupes américaines en Irak, avant que son secrétaire d'Etat Mike Pompeo ne soit reçu la semaine dernière à Bagdad.

Bagdad a proclamé la "victoire" contre l'EI fin 2017, mais l'organisation ultraradicale continue de mener des attaques meurtrières, et conserve des réduits en Syrie.

Lundi encore, deux bergers ont été retrouvés morts après avoir été enlevés par des combattants de l'EI près de Tikrit, à 175 km au nord de Bagdad, ont indiqué des sources policières.

Si les responsables se succèdent à Bagdad, c'est parce que, explique Fanar Haddad, spécialiste de l'Irak à l'Université de Singapour, Bagdad jouit d'un "avantage majeur". Frontalier de la Syrie en guerre, de la Jordanie --un allié des Etats-Unis--, du Golfe et de l'Iran, le pays "entretient de bonnes relations avec tous les acteurs régionaux", affirme le chercheur à l'AFP.

Outre l'aspect politique, "les puissances voient l'Irak comme un terrain vierge où développer de nouveaux investissements", note le politologue Essam al-Fili. Ainsi, la Jordanie y "a des ambitions économiques". "Elle veut satisfaire ses besoins en hydrocarbures importés avec un pipeline reliant Bassora (sud de l'Irak) à Aqaba", dans le sud du royaume, ajoute-t-il.

Amman et Bagdad, qui partagent des poste-frontières importants pour le commerce régional, ont récemment signé des mémorandums d'accord, notamment dans le domaine de l'électricité, ressource en pénurie chronique en Irak.

Alors que l'Irak dépend en grande partie de l'Iran pour alimenter ses centrales électriques --qui ne fournissent toujours que quelques heures par jour de courant aux près de 40 millions d'habitants--, Bagdad regarde vers Amman.

Pour obtenir de Washington une exemption temporaire du dernier train de sanctions contre l'Iran, fin 2018, l'Irak a indiqué vouloir acheter son électricité à la Jordanie ainsi qu'à la Turquie et au Koweït.

Source : AFP

La France alloue un prêt d'un milliard d'euros à l'Irak

14 janvier 2019

Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a annoncé lundi l'octroi d'un prêt d'un milliard d'euros aux autorités irakiennes pour aider à la reconstruction du pays.

Le ministre, qui a notamment rencontré le Premier ministre irakien Adel Abdel-Mehdi, a marqué la volonté de la France "d'ouvrir une nouvelle étape dans la relation bilatérale".

Source : Reuters

Une journaliste de la télévision iranienne arrêtée aux Etats-Unis

16 janvier 2019

Une journaliste travaillant pour le service anglais de la chaîne publique de télévision iranienne Press TV a été arrêtée aux Etats-Unis pour des faits non précisés, a annoncé la chaîne mercredi. Marziyeh Hashemi, qui est née aux Etats-Unis, a été arrêtée dimanche, et transférée à Washington où elle a été placée en garde à vue dans un centre du FBI.

Selon Press TV, aucune inculpation ne lui a été notifiée.

Hashemi se trouvait aux Etats-Unis pour rendre visite à sa famille. Aucun commentaire n'a pu être obtenu auprès du FBI.

Source : Reuters

Une Irano-britannique détenue en Iran entame une grève de la faim

14 janvier 2019

Une Irano-Britannique détenue en Iran, Nazanin Zaghari-Ratcliffe, a entamé une grève de la faim lundi pour protester contre l'absence d'accès aux soins médicaux, et la pression exercée sur elle pour espionner le Royaume-Uni, a déclaré son mari à Londres.

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, a convoqué l'ambassadeur iranien pour exiger que Mme Zaghari-Ratcliffe se voit donner un "accès immédiat aux soins qu'elle demande".

Employée de la Fondation Thomson Reuters, liée à l'agence de presse canado-britannique du même nom, Nazanin Zaghari-Ratcliffe a été arrêtée en avril 2016 à Téhéran puis condamnée en septembre de la même année à cinq ans de prison pour participation à des manifestations contre le pouvoir en 2009, ce qu'elle dément.

Selon son mari, Richard Ratcliffe, "ce qui l'a vraiment poussée à bout" a été un interrogatoire le 29 décembre, lors duquel des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran, ont conditionné sa libération au fait qu'elle accepte de devenir une espionne au Royaume-Uni pour le compte de l'Iran, a-t-il affirmé.

Téhéran refuse de reconnaître à Nazanin Zaghari-Ratcliffe, 40 ans, la nationalité britannique et traite sa détention comme une affaire intérieure.

Une journaliste iranienne, Narges Mohammadi, va également commencer une grève de la faim dans leur prison de Téhéran.

Cette militante des droits de l'Homme, connue pour son combat en faveur de l'abolition de la peine de mort, est emprisonnée depuis 2015, alors qu'elle était porte-parole du Centre des défenseurs des droits de l'Homme, fondé par la prix Nobel de la paix Shirin Ebadi. Elle avait été condamnée l'année suivante à dix ans de prison.

Source : AFP

Le Pentagone invité à plancher sur des frappes contre l'Iran, selon la presse

13 janvier 2019

La Maison blanche a demandé au Pentagone de réfléchir à des frappes aériennes contre l'Iran, rapporte dimanche le Wall Street Journal. Cette demande a été adressée à l'automne par John Bolton, le conseiller de la présidence à la Sécurité nationale, dans la foulée d'un bombardement à Bagdad, où se situe l'ambassade des Etats-Unis en Irak, imputé à un groupe lié à Téhéran.

Le Pentagone s'est plié à l'exercice mais ses conclusions restent inconnues, écrit-il encore. La porte-parole du secrétariat d'Etat a refusé de commenter ces informations tandis qu'un représentant du Pentagone a dit n'avoir aucun commentaire à faire sur le sujet.

Source : Reuters

La Turquie expulse une journaliste néerlandaise

17 janvier 2019

La Turquie a annoncé jeudi avoir expulsé une journaliste néerlandaise travaillant pour le principal quotidien financier des Pays-Bas en disant la soupçonner d'avoir des liens avec une "organisation terroriste".

Le directeur de la communication de la présidence turque, Fahrettin Altun, a précisé par la suite qu'Ankara avait reçu des informations de la police néerlandaise selon lesquelles Ans Boersma, 31 ans, était liée aux djihadistes de l'ex-Front al Nosra syrien.

Une porte-parole du parquet néerlandais citée par le journal Het Parool a nié avoir demandé "l'expulsion ou l'extradition" de la journaliste.

Het Financieele Dagblad, le journal dont Ans Boersma était la correspondante en Turquie depuis 2017, a dénoncé une "violation flagrante de la liberté de la presse".

Les derniers articles d'Ans Boersma portaient sur le problème de l'inflation en Turquie et le nouvel aéroport d'Istanbul. Elle avait aussi publié récemment une analyse dans laquelle elle écrivait que le président turc Recep Tayyip Erdogan avait mis à profit le scandale provoqué par le meurtre du journaliste saoudien Khashoggi à Istanbul pour asseoir son autorité internationale.

La Turquie est le pays où est détenu le plus grand nombre de journalistes dans le monde. Elle figurait en 2018 au 157^e rang, sur 180, du classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.

Source : Reuters

Yémen : les observateurs de l'ONU à Hodeida indemnes après des tirs sur leur convoi

17 janvier 2019

Des observateurs de l'ONU chargés de surveiller la trêve à Hodeida sont sortis indemnes de tirs contre leur convoi jeudi, quelques heures après que le Conseil de sécurité a approuvé l'envoi d'une mission élargie de 75 membres dans cette ville stratégique du Yémen.

Les observateurs de l'ONU sont arrivés le 23 décembre à Hodeida, ville de l'ouest du Yémen qui abrite un port crucial pour l'acheminement de l'aide humanitaire à quelque 20 millions de Yéménites.

Ils sont chargés de superviser un cessez-le-feu fragile entré en vigueur le 18 décembre entre les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, et le gouvernement, appuyé par une coalition militaire menée par l'Arabie saoudite depuis mars 2015.

Si les affrontements se sont atténués à Hodeida, des combats sporadiques continuent de mettre en péril la trêve négociée par l'ONU en Suède, dans l'espoir de mettre fin à une guerre qui menace le Yémen de famine. Les belligérants se sont tour à tour accusés d'avoir violé la trêve.

Les tirs contre le véhicule de l'ONU ont eu lieu au lendemain de l'adoption par le Conseil de sécurité, à l'unanimité, d'une résolution technique confirmant l'établissement au Yémen de 75 observateurs non-armés, chargés de superviser le cessez-le-feu et le retrait de troupes de la ville de Hodeida.

Les rebelles sont divisés sur la question du soutien à apporter à l'accord de cessez-le-feu et sur l'envoi d'observateurs.

Un représentant des rebelles, Mohammed al-Bukhaiti, a indiqué que les Houthis refusaient la mission élargie de l'ONU.

Le ministre yéménite de l'Information Mouammar al-Iryani a accusé jeudi sur Twitter les rebelles d'empêcher les observateurs de l'ONU dirigés par le général Cammaert de se rendre à une réunion conjointe avec des responsables du gouvernement.

Hodeida est le point d'entrée de plus de trois quarts des importations et de l'aide humanitaire au Yémen, où le conflit a provoqué la pire crise humanitaire au monde selon l'ONU.

Les rebelles Houthis contrôlent la majeure partie de la ville et les forces gouvernementales sont déployées dans ses périphéries est et sud.

La coalition militaire menée par Ryad en soutien au gouvernement yéménite contrôle les frontières maritimes du pays et a imposé un blocus quasi total sur le port de Hodeida.

La trêve à Hodeida est l'une des avancées les plus importantes obtenues dans le cadre des discussions, considérées comme la meilleure chance de mettre un terme au conflit.

Parmi les autres avancées obtenues en Suède, l'accord prévoit également des échanges de prisonniers.

Jeudi, le pouvoir et les rebelles yéménites ont tenté à Amman de traduire dans les faits cette disposition de l'accord, qui pourrait concerner jusqu'à 15.000 personnes.

Au même moment, des donateurs internationaux se sont réunis à Berlin pour créer un fonds visant à soutenir le processus de paix balbutiant.

Le ministre des Affaires étrangères allemand Heiko Maas s'est engagé à verser 4,5 millions d'euros, première contribution à ce nouveau fonds de soutien.

La guerre au Yémen menace 14 millions de personnes de famine et a fait quelque 10.000 morts depuis le début, en mars 2015, de l'intervention de la coalition militaire menée par Ryad. Des ONG estiment que le bilan des victimes est largement supérieur.

Source : AFP

L'ONU alloue 32 millions de dollars à l'aide humanitaire pour le Yémen

11 janvier 2019

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et aux secours d'urgence, Mark Lowcock, et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, ont annoncé une contribution de 32 millions de dollars du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) pour soutenir l'intensification de la réponse humanitaire au Yémen.

L'allocation du CERF permettra notamment au PAM d'augmenter le fret aérien humanitaire, de transporter un plus grand nombre de travailleurs humanitaires, de fournir un plus grand nombre de logements, et de développer les télécommunications d'urgence. Cet effort logistique soutiendra le travail des agences onusiennes ainsi que des ONG.

« Partout au Yémen, des humanitaires courageux aident déjà des millions de personnes, mais les besoins sont encore plus grands. Le Programme alimentaire mondial renforce actuellement son assistance pour passer de 8 millions à 12 millions de personnes par mois, et cette contribution du CERF aidera à atteindre cet objectif », a déclaré M. Beasley.

En 2018, le CERF a consacré 50 millions de dollars à la réponse humanitaire au Yémen. Pour 2019, le plan devrait nécessiter environ 4 milliards de dollars pour aider plus de 24 millions de personnes. Le Secrétaire général de l'ONU organisera une conférence de haut niveau sur les annonces de contributions à Genève le 26 février.

Source : ONU

Khashoggi : en équilibriste à Ryad, Pompeo assure avoir obtenu des assurances saoudiennes

14 janvier 2019

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a bouclé lundi sa tournée au Moyen-Orient par un numéro d'équilibriste en Arabie saoudite, où il assure avoir obtenu des assurances au sujet du meurtre du journaliste Jamal Khashoggi tout en réaffirmant l'alliance stratégique avec Ryad.

Le procès de 11 suspects s'est ouvert début janvier en Arabie saoudite et le procureur général a requis la peine de mort contre 5 d'entre eux. L'administration américaine de Donald Trump a de son côté sanctionné 17 responsables saoudiens.

Cependant, plus de trois mois après les faits, le corps de Khashoggi, qui collaborait avec le Washington Post, n'a toujours pas été retrouvé et des zones d'ombre demeurent, dont l'identité du ou des commanditaires.

Bien que totalement dédouané par les autorités saoudiennes, le prince héritier Mohammed ben Salmane cristallise depuis la réprobation internationale.

Le Sénat américain, pourtant contrôlé par le camp républicain du président, l'a notamment désigné "responsable" du meurtre après avoir eu accès aux comptes-rendus de la CIA.

Et ce alors que l'administration Trump s'évertue, elle, à assurer n'avoir aucune preuve formelle de l'implication de celui que l'on surnomme "MBS".

Sous pression politiquement, Mike Pompeo se devait d'afficher une certaine fermeté.

Lors de sa précédente visite en octobre, au plus fort de l'affaire Khashoggi, ses larges sourires auprès du prince avaient suscité de l'indignation dans la classe politique américaine.

Cette fois, il est apparu plus réservé, affichant un sourire poli.

Surtout, fait rare chez lui, le secrétaire d'Etat a tenu lui-même à souligner devant la presse qu'il avait évoqué avec les dirigeants saoudiens la question des "droits humains ici en Arabie saoudite" et notamment des "femmes militantes", dont certaines sont en prison.

Mais pas question d'aller jusqu'à critiquer le comportement de "MBS" qui, derrière l'image de réformateur qu'il souhaite projeter, est accusé par plusieurs organisations et observateurs de mener une répression draconienne des voix critiques et de déstabiliser la région par son interventionnisme dans le conflit au Yémen.

L'affaire Khashoggi a affecté le partenariat entre les Etats-Unis et le royaume sunnite, pilier traditionnel des alliances régionales de Washington, brouillant le message américain au moment où l'administration Trump tente de bâtir une "coalition" contre l'Iran chiite, désignée comme l'ennemi commun.

Le gouvernement américain, qui s'est montré déterminé à préserver cette alliance envers et contre tout, est donc pressé de tourner la page.

Mike Pompeo a énuméré les dossiers régionaux dans lesquels Ryad joue aux yeux de Washington un rôle irremplaçable.

Outre la lutte contre "l'influence néfaste de l'Iran", il a évoqué la dispute entre le Qatar et l'Arabie saoudite, qui fait obstacle à une union contre Téhéran.

Mais aussi la guerre au Yémen, accusant les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, de ne pas respecter l'accord sur une trêve dans la ville portuaire de Hodeida, conclu le mois dernier.

Source : AFP

"Très heureuse", la Saoudienne Rahaf Mohammed al-Qunun entame une nouvelle vie au Canada

13 janvier 2019

"Très heureuse" d'être réfugiée au Canada, une jeune Saoudienne qui a suscité une mobilisation internationale après avoir fui sa famille et son pays, a commencé une nouvelle vie à Toronto où elle est arrivée samedi.

Accueillie à l'aéroport par la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland en personne, Rahaf Mohammed al-Qunun, âgée de 18 ans, a brièvement posé, tout sourire malgré la fatigue, pour les nombreux journalistes venus l'attendre.

Sur Twitter, elle a chaleureusement remercié son pays d'accueil non sans égratigner les autres : "Le seul pays qui m'ait vraiment aidé finalement est le Canada. Les autres ont eu peur et sont des lâches", a-t-elle commenté sur le réseau social à son arrivée à Toronto.

La Saoudienne affirme vouloir fuir les abus psychologiques et physiques de sa famille, qui a démenti ces allégations. Elle se dit par ailleurs en danger dans son pays pour avoir l'intention de renoncer à l'islam.

En attendant de trouver un logement permanent avec l'aide d'une association, elle va séjourner dans une structure protégée par des gardiens jour et nuit. L'association a conseillé à la jeune femme de ne pas révéler sa localisation précise.

L'arrivée de la jeune femme au Canada marque l'épilogue d'une odyssée internationale qui a attiré l'attention via les réseaux sociaux depuis une semaine. Elle a acquis une notoriété planétaire en créant un compte Twitter alors qu'elle était retranchée dans une chambre d'hôtel à l'aéroport de Bangkok, multipliant messages et vidéos désespérés.

La décision du Canada de l'accueillir risque toutefois de raviver la crise diplomatique sans précédent qui mine les relations entre Ryad et Ottawa depuis l'été dernier.

L'Arabie saoudite avait annoncé en août l'expulsion de l'ambassadeur du Canada, rappelé le sien et gelé tout nouveau commerce ou investissement avec le Canada.

Cette décision faisait suite à un tweet d'Ottawa, quelques jours plus tôt, appelant à la libération immédiate de militants saoudiens des droits humains arrêtés peu avant, dont Samar Badaoui, sœur du blogueur emprisonné Raef Badaoui, dont la femme et les trois enfants vivent réfugiés au Québec.

L'Arabie saoudite est l'un des pays du monde les plus restrictifs pour les droits des femmes. Elles sont notamment soumises à la tutelle d'un homme (père, mari ou autre) qui exerce sur elles une autorité arbitraire et prend à leur place les décisions importantes.

Source : AFP

ONU : les Palestiniens, en quête d'un statut d'Etat membre, prennent la tête du G77

15 janvier 2019

Le président palestinien Mahmoud Abbas s'est engagé mardi à défendre le droit au développement y compris pour les pays vivant sous le joug d'une occupation étrangère, en prenant formellement à l'ONU la présidence tournante pour 2019 du Groupe des 77 et de la Chine.

Son ministre des Affaires étrangères, Riyad al-Maliki, a précisé dans la journée à des journalistes que les Palestiniens comptaient relancer "dans les prochaines semaines" leur demande d'être reconnus comme un Etat membre de l'ONU et plus seulement comme un observateur.

"Nous savons que nous faisons face à un veto des Etats-Unis mais cela ne nous empêchera pas de présenter notre demande", a dit le ministre palestinien.

Une approbation par le Conseil de sécurité est requise avant qu'une telle demande ne soit soumise à l'Assemblée générale de l'ONU.

Les Palestiniens avaient déjà exprimé le même souhait en 2011 mais n'avaient alors pas présenté formellement de demande au Conseil de sécurité, vouée à l'échec en raison de l'opposition des Etats-Unis.

Sans citer les Etats-Unis, dont un plan de paix pour le Proche-Orient aux contours inconnus reste en gestation, Mahmoud Abbas a rappelé que les Palestiniens aspiraient toujours à un Etat vivant en paix au côté d'Israël, avec Jérusalem-est comme capitale, dans les frontières reconnues en 1967.

L'attribution de la présidence du G77 et de la Chine à la Palestine avait été décidée en septembre.

Les Etats-Unis avaient alors vivement dénoncé ce nouveau rôle dévolu à la Palestine à l'ONU.

Le G77 et la Chine (un groupe qui comprend en réalité 134 pays) "représentent les trois quarts" des membres des Nations unies, et "80% de la population mondiale", a relevé la présidente de l'Assemblée générale, Maria Fernanda Espinosa Garcés.

"C'est un triomphe pour le multilatéralisme", a-t-elle estimé, tout comme le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres qui a souligné les apports très positifs du G77 dans la lutte contre le réchauffement climatique ou l'adoption récente d'un Pacte sur les migrations.

Source : AFP

Gaza : l'UNICEF et le PAM aident des milliers de familles à faire face à l'hiver

14 janvier 2019

L'UNICEF et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) ont signé un nouvel accord prévoyant de fournir des couvertures, des vêtements et des kits d'hygiène à 6.000 familles parmi les plus vulnérables de la bande de Gaza.

L'initiative conjointe est conçue pour aider les familles les plus démunies - en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées - à faire face à l'hiver, à la suite d'une détérioration marquée des conditions de vie de nombreuses personnes vivant dans l'enclave.

Les difficultés économiques augmentent dans la bande de Gaza, alors que le blocus et les restrictions de mouvement continuent de nuire au commerce et à l'accès aux ressources naturelles.

Selon les derniers indicateurs humanitaires, plus de la moitié de la population est touchée par la pauvreté (53%), le chômage (55%) et une insécurité alimentaire sans précédent (68,5%). La plupart des familles vulnérables vivant dans une pauvreté extrême survivent avec moins de 1 dollar par personne et par jour, rendant l'aide humanitaire essentielle à leur survie.

Source : ONU

Israël affirme avoir localisé tous les tunnels du Hezbollah libanais

13 janvier 2019

L'armée israélienne a affirmé dimanche avoir découvert un dernier tunnel creusé par le Hezbollah libanais dans le but, selon elle, de mener des infiltrations sur son sol, annonçant la fin prochaine d'une opération débutée en décembre.

Ce 6^e tunnel, s'étendant sur plusieurs dizaines de mètres en Israël et creusé à 55 m sous terre, est le plus profond, "le plus long et le plus complet" de tous ceux découverts par l'armée depuis le lancement le 4 décembre de l'opération "Bouclier du nord", a avancé le porte-parole.

Selon Israël, ces tunnels devaient servir au Hezbollah pour enlever ou assassiner des soldats ou des civils israéliens, et pour s'emparer d'une frange du territoire israélien en cas d'hostilités.

Le Hezbollah est considéré comme une organisation terroriste par Israël et les Etats-Unis, mais seule sa branche armée est classifiée comme telle par l'Union européenne.

Les responsables de la Finul, la Force intérimaire de l'ONU déployée dans le sud du Liban, ont été informés de la découverte des tunnels.

Israël et le Liban sont techniquement en état de guerre mais la frontière est restée relativement calme ces dernières années.

Israël construit actuellement un mur le long de la frontière pour stopper d'éventuelles tentatives d'infiltration du Hezbollah, seul mouvement à ne pas avoir été désarmé après la guerre civile ayant ravagé le Liban de 1975 à 1990.

L'hostilité persistante entre Israël et le Hezbollah s'est manifestée en Syrie, où le mouvement libanais, comme l'Iran, autre ennemi juré de l'Etat hébreu, s'est allié au régime de Bachar al-Assad.

Israël a frappé à de multiples reprises des convois d'armes destinés au Hezbollah ainsi que des intérêts iraniens dans la Syrie en guerre. La dernière de ces attaques a eu lieu vendredi lorsque l'aviation israélienne a visé "des entrepôts d'armes" iraniennes dans l'enceinte de l'aéroport international de Damas, a confirmé dimanche M. Netanyahu.

Source : AFP

Palestiniens : le président Abbas se prépare à serrer encore la vis au Hamas

13 janvier 2019

Les vieilles querelles entre organisations palestiniennes menacent de s'aviver encore, le président Mahmoud Abbas se préparant à prendre contre le Hamas des mesures qui font craindre des tensions renouvelées dans la bande de Gaza sous contrôle du mouvement islamiste.

Le Hamas et le Fatah, parti qui domine l'Autorité palestinienne établie en Cisjordanie occupée et présidée par M. Abbas, ont tenté à plusieurs reprises de se réconcilier après que le mouvement islamiste eut pris le pouvoir à Gaza au prix d'une quasi guerre civile en 2007.

Dimanche dernier, l'Autorité palestinienne a annoncé son retrait du poste-frontière avec l'Egypte, créant un dilemme pour le Caire quant à l'opportunité de laisser la voie ouverte avec le Hamas aux commandes côté gazaoui. Pour l'instant, l'Egypte laisse seulement passer les Palestiniens dans un sens, celui du retour vers Gaza.

Depuis des mois, M. Abbas a infligé de sévères mesures de rétorsion au Hamas, notamment pour l'épuiser financièrement. De nouvelles vont venir, disent des proches du président de l'Autorité. "Des décisions très importantes contre le Hamas sont en cours de discussion", dit à l'AFP un haut responsable sous couvert d'anonymat.

Bassem Naim, un haut responsable du Hamas, a dit être familier de telles menaces. "Tout type de sanction telle que (cesser de payer) l'électricité, bloquer (l'acheminement des) médicaments, fermer la frontière ou réduire les salaires est destiné à faire pression sur les habitants pour qu'ils se soulèvent contre le Hamas, et c'est voué à l'échec", a-t-il déclaré à l'AFP.

Les Palestiniens sont soumis à rude épreuve par les politiques du président américain Donald Trump qui présente lui-même son administration comme la plus pro-israélienne de l'histoire du pays.

Pour sa part, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu poursuit la colonisation en Cisjordanie. Le dialogue en vue d'un règlement politique israélo-palestinien est rompu depuis 2014.

Source : AFP

EUROPE

Brexit : les discussions entre May et l'opposition dans l'impasse

18 janvier 2019

Les tractations souhaitées par la Première ministre Theresa May pour parvenir à un consensus sur un accord de Brexit sont dans l'impasse, la dirigeante britannique jugeant "impossible" de remplir une condition posée par le Labour.

Le chef du parti travailliste, Jeremy Corbyn, a exigé jeudi de la cheffe du gouvernement conservateur qu'elle écarte clairement l'éventualité d'une sortie sans accord de l'Union européenne au 29 mars, avant d'entamer toute discussion. "Impossible", a répondu Theresa May dans un courrier rendu public jeudi soir, car ceci "n'est pas dans les pouvoirs du gouvernement".

Elle estime qu'il n'existe que "deux manières d'éviter un "no deal"" : le vote d'un accord au Parlement ou l'"annulation des résultats du référendum" de 2016. Jugeant "injuste" cette dernière option, elle ajoute que seul le Parlement peut empêcher un divorce sans accord.

La dirigeante assure néanmoins que sa porte "reste ouverte à une rencontre sans conditions préalables". Mercredi soir, elle avait commencé à recevoir les dirigeants de l'opposition, bien consciente de la nécessité de convaincre au-delà de son camp pour trouver une solution depuis le rejet massif, mardi au parlement, de son accord de sortie négocié avec Bruxelles.

La cheffe du gouvernement doit présenter lundi un projet alternatif, qui devrait toutefois rester assez semblable à l'accord initial. Signe de l'enjeu, elle a annulé sa participation au forum économique mondial de Davos, qui s'ouvre lundi pour une semaine.

Les députés britanniques auront la possibilité d'amender ce "plan B". Leurs modifications seront présentées au vote le mardi 29 janvier, à deux mois tout juste de la date prévue du Brexit.

À mesure que l'échéance se rapproche, l'hypothèse d'un report du divorce est de plus en plus discutée à Bruxelles, pour éviter le chaos d'une sortie sans accord.

Le scénario d'une sortie sans accord effraie particulièrement les milieux économiques. L'option d'un second référendum, quant à elle, demeure exclue par Theresa May. Cela prendrait plus d'un an pour organiser une nouvelle consultation.

Source : AFP

Grande-Bretagne : RT va engager une procédure judiciaire contre l'Ofcom

17 janvier 2019

La chaîne Russia Today (RT) a décidé contester la décision de l'Ofcom, l'office britannique de régulation des médias, qui estime que cet organe de presse proche du pouvoir russe n'a pas couvert de manière impartiale l'affaire de l'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia en Angleterre l'an passé.

RT va contester en justice une décision prise en décembre par l'Ofcom qui affirmait que la chaîne russe avait enfreint les règles de l'impartialité journalistique, en n'accordant pas assez d'importance à l'ensemble des points de vue dans une série de sept discussions et reportages.

Cette affaire vient un peu plus tendre les relations déjà mauvaises entre le Royaume-Uni et la Russie depuis la tentative d'assassinat perpétrée contre l'ancien agent du renseignement russe Sergueï Skripal en mars 2018 dans le sud de l'Angleterre.

Les services britanniques du renseignement ont acquis la conviction que cette opération a été montée par une officine russe. L'affaire avait provoqué l'expulsion d'un nombre record de diplomates russes depuis la fin de la Guerre froide.

Source : Reuters

Strasbourg pour un gel des fonds si atteinte à l'Etat de droit

17 janvier 2019

Le Parlement européen a adopté jeudi à une large majorité un projet de règlement prévoyant d'instaurer des sanctions financières "en cas de défaillance généralisée de l'Etat de droit dans un État membre".

Un gel ou une réduction de certains fonds européens pourrait être décrété contre un Etat qui "porte atteinte ou risque de porter atteinte aux principes de bonne gestion financière ou à la protection des intérêts financiers de l'Union".

Sont notamment évoquées une mise en péril du bon fonctionnement ou de l'indépendance de la justice, des décisions arbitraires de la part des autorités publiques ou une lutte insuffisante contre la fraude et la corruption.

La Hongrie, la Pologne et la Roumanie, trois pays pointés du doigt par Bruxelles, notamment pour des atteintes à l'indépendance de la justice, seraient concernées au premier chef par l'adoption d'un tel mécanisme.

Source : Reuters

L'UE veut encadrer les importations d'acier jusqu'en 2021

16 janvier 2019

L'Union européenne (UE) limitera les importations d'acier jusqu'en 2021 en réponse à l'imposition de droits de douane aux Etats-Unis, ont décidé mercredi ses Etats membres.

Cette décision intervient à la suite des craintes manifestées par les producteurs européens de voir la région inondée de produits sidérurgiques qui ne sont plus importés par les Etats-Unis.

La Commission juge que les importations en volume ont augmenté sensiblement dans l'UE depuis mars 2018, lorsque les Etats-Unis ont imposé des droits de douane sur les importations chinoises, de 25% pour l'acier et de 10% pour l'aluminium, des mesures étendues en juin à l'UE, au Canada et au Mexique.

La fédération européenne de la sidérurgie, Eurofer, s'est félicitée des décisions de l'UE. Les principaux exportateurs d'acier vers l'UE sont la Chine, l'Inde, la Russie, la Corée du Sud, la Turquie et l'Ukraine.

Source : Reuters

En Andalousie, des sans-papiers indispensables et indésirables

16 janvier 2019

Dans le sud de l'Espagne, l'extrême droite de Vox séduit des agriculteurs d'Andalousie en prônant "l'expulsion des sans-papiers". "Mais je ne sais pas comment ils feraient sans nous", répond un Africain, sortant d'une serre à El Ejido.

Dans cette zone appelée "la mer de plastique", située autour de la ville côtière d'Almeria, un enchevêtrement de serres miroitantes tapisse le paysage à perte de vue. C'est là que Vox, grâce à qui une coalition conservatrice et libérale va être investie mercredi pour gouverner l'Andalousie, a obtenu ses meilleurs scores aux élections régionales de décembre.

Ce parti d'extrême droite demande que les immigrés clandestins soient dénoncés et expulsés. L'utilisation de la main-d'œuvre étrangère est pourtant l'une des bases de l'agriculture ultra-intensive qui fait la prospérité de la zone, premier bassin d'exportation de légumes d'Europe.

Un Sénégalais d'Andalousie, Serigne Mamadou Keinde Diassaka, a fait parler de lui récemment en publiant sur Facebook une vidéo visionnée plus de 600.000 fois. Il y répondait à Vox en disant, à 6H00 du matin, dans une vigne d'Albacete (sud-est) : "Voilà ce que nous faisons, nous les immigrés : travailler".

Au-delà de la question de l'immigration, l'électeur type de Vox est un homme indigné par l'indépendantisme catalan ou le nouveau féminisme.

Selon José Cueva, coordinateur du Syndicat des ouvriers agricoles (SOC) dans la province d'Almeria, "20 à 30% des travailleurs (agricoles) sont sans papiers".

Et à El Ejido, des employeurs passent tôt le matin prendre des sans-papiers "en toute impunité", près du commissariat, dit-il.

"Pour eux, ce serait se tirer une balle dans le pied : l'expulsion des immigrés clandestins produirait un déficit important de main-d'œuvre".

Source : AFP

La Pologne en état de choc après le meurtre au couteau du maire de Gdansk

14 janvier 2019

Des milliers de Polonais ont participé lundi soir à des rassemblements contre la violence, organisés dans plusieurs villes après la mort du maire de Gdansk, Pawel Adamowicz, poignardé dimanche soir par un homme lors d'un événement caritatif public.

Frappé plusieurs fois avec un couteau par un repris de justice dont les motivations restent peu claires, le maire de Gdansk est décédé lundi en début d'après-midi.

L'agresseur, un habitant de Gdansk de 27 ans qui venait de purger une longue peine de prison pour des attaques à main armée, a été mis en examen pour meurtre, a indiqué le parquet.

L'homme, interpellé aussitôt après le crime et dont l'état mental doit être examiné par des psychiatres, n'a pas reconnu les faits. Il risque la réclusion à perpétuité.
Dans la soirée, des milliers de personnes se sont rassemblés en silence dans le centre historique de Gdansk pour rendre hommage à Pawel Adamowicz et protester contre la violence.

L'agression a provoqué un choc en Pologne, pays qui n'a pratiquement pas connu d'incident violent de ce genre depuis la chute du communisme il y a trente ans, hormis l'assassinat par balle à Lodz en 2010 d'un membre du PiS par un homme jugé responsable de ses actes, qui avait invoqué sa "haine" de ce parti, alors dans l'opposition.

L'agresseur de M. Adamowicz s'en est pris au principal parti d'opposition, la Plateforme civique (PO).

Avant d'être interpellé sur le podium où il a poignardé M. Adamowicz, cet homme a affirmé avoir été jeté en prison alors qu'il était innocent, et "torturé" par la PO.

Ce parti avait soutenu la candidature de Pawel Adamowicz aux municipales de l'automne dernier (que ce dernier a remportées haut la main avec plus de 64% des voix).

"C'est pourquoi Adamowicz meurt", a lancé l'agresseur.

Source : AFP

Les Serbes offrent un accueil triomphal à Poutine

17 janvier 2019

Vladimir Poutine a reçu un accueil de "superstar" jeudi à Belgrade lors d'une visite officielle en Serbie, principal allié de la Russie dans les Balkans.

Les autorités serbes n'ont pas lésiné sur les moyens pour accueillir le "cher président Poutine", leur "cher ami".

Au-delà du lien historique, religieux et culturel avec leur "grand frère slave orthodoxe", les Serbes sont reconnaissants du soutien apporté par Moscou sur la question du Kosovo.

Belgrade refuse l'indépendance proclamée en 2008 par son ancienne province méridionale, qui ne peut prétendre intégrer l'ONU en raison du veto russe.

Bien qu'aspirant à rejoindre l'Union européenne, Belgrade refuse de s'associer aux sanctions internationales imposées à la Russie après l'annexion de la Crimée.

La chaleur de l'accueil belgradois n'occulte pas les revers récents de la Russie dans le reste des Balkans.

Moscou n'a pu empêcher le Monténégro de rejoindre l'Otan en 2017, un chemin qu'emprunte actuellement la Macédoine.

En cas de succès de Skopje, tous les pays frontaliers de la Serbie seront dans la sphère de l'Otan, à l'exception de la Bosnie.

Vladimir Poutine a dénoncé mardi la volonté de domination des Occidentaux dans les Balkans, "un important facteur de déstabilisation".

La Serbie importe de Russie les deux tiers de son gaz naturel et de son pétrole brut. Et le russe Gazprom détient la compagnie serbe de pétrole NIS.

Source : AFP

Kosovo : la grande peur des Serbes des enclaves

13 janvier 2019

Ils craignent d'être les dindons de la farce d'un accord historique : les Serbes vivant dans des enclaves au Kosovo s'inquiètent de "corrections frontalières" qui seraient envisagées pour normaliser les relations entre Belgrade et Pristina.

Ce projet équivaldrait "à une division ethnique claire qui fera qu'en quelques décennies, il n'y aura plus de Serbes au Kosovo", redoute Stefan Filipovic, 24 ans, militant associatif de Gracanica.

Siège d'un des principaux monastères orthodoxes du Kosovo, cette petite ville est l'une des poches où vivent environ 80.000 membres de la minorité serbe : il s'agit principalement de six municipalités entourées de zones d'habitation kosovares albanaises.

Quelque 40.000 autres sont installés dans le secteur de la ville divisée de Mitrovica, dans le nord : à l'inverse des enclaves, ce secteur est contigu à la Serbie.

A en croire les médias locaux, dans le cadre d'un accord, c'est ce territoire qui pourrait être restitué à la Serbie.

En échange, selon ce scénario, vingt ans après la guerre livrée par ses forces à une rébellion indépendantiste kosovare albanaise (1998-99, plus de 13.000 morts), Belgrade donnerait une petite région majoritairement peuplée d'Albanais et surtout reconnaîtrait son ancienne province et donc son intégrité territoriale, enclaves comprises.

Evoquée sans détail cet été par les présidents Aleksandar Vucic et Hashim Thaçi, cette "correction frontalière" pour régler l'un des plus dangereux litiges en Europe, reviendrait à créer "deux espaces mono-ethniques" et aboutirait au départ des Serbes des enclaves, accuse la responsable politique Rada Trajkovic, qui vit à Gracanica, à quelques kilomètres de Pristina.

Après avoir longtemps été tabou, cet échange de territoires est soutenu par les Etats-Unis et mezza voce par plusieurs responsables européens, à l'exclusion notable des Allemands qui mettent en garde contre une relance de l'irrédentisme dans les Balkans, plus d'un quart de siècle après l'explosion sanglante de l'ex-Yougoslavie.

"C'est une idée très dangereuse et particulièrement dramatique", agrée Stefan Filipovic qui se sent "abandonné par Belgrade". "S'ils cèdent le nord du Kosovo à la Serbie, je ne vois pas pourquoi les (Kosovars) albanais feraient preuve d'empathie pour ceux qui vivent" dans les enclaves, dit Rada Trajkovic. Seraient donc abandonnés 80.000 Serbes, en insécurité.

Source : AFP

Sixième semaine de manifestations antigouvernementales à Belgrade

13 janvier 2019

Des milliers de Serbes ont défilé samedi dans les rues de Belgrade pour protester contre le président Aleksandar Vucic et réclamer la liberté des médias et la fin des attaques contre des figures de l'opposition.

Réunis sous la bannière de l'Alliance pour la Serbie, qui regroupe une trentaine de partis politiques et organisations de l'opposition, les manifestants ont exprimé leur défiance à l'encontre du chef de l'Etat qualifié de "voleur". Le mouvement a débuté à la suite d'une agression dont un responsable de l'opposition, Borko Stefanovic, a été victime en novembre.

Source : Reuters

SOS bébés : le modèle nordique en panne d'enfants

17 janvier 2019

"La Norvège a besoin de plus d'enfants ! Je ne crois pas avoir besoin de vous faire un dessin". Le sourire en coin, la Première ministre norvégienne a mis le doigt sur un grave problème : on fait de moins en moins de bébés en Europe du Nord.

Longtemps îlot de fertilité sur un Vieux Continent qui n'a jamais autant mérité son appellation, la région nordique est à son tour frappée d'une chute de la natalité. Et elle menace son précieux modèle social, axé sur la solidarité entre générations.

"Dans les décennies à venir, nous allons rencontrer des problèmes avec ce modèle", a averti Erna Solberg dans ses vœux aux Norvégiens. "Il y aura moins de jeunes pour supporter le fardeau de plus en plus lourd de l'État providence".

Tant en Norvège qu'en Finlande ou en Islande, la fécondité est tombée à un plus bas historique en 2017 avec entre 1,49 et 1,71 enfant par femme. Quelques années plus tôt, leur taux frôlait le niveau requis (2,1) pour le renouvellement des générations.

"Dans tous les pays nordiques, il a commencé à baisser dans les années ayant suivi la crise financière de 2008", note Trude Lappegård, sociologue à l'université d'Oslo. "Aujourd'hui, la crise financière est terminée mais il continue de baisser".

À terme, cela voudra dire moins d'actifs dans ces sociétés vieillissantes pour assurer le financement des généreuses prestations sociales. Notamment ces longs congés parentaux qui peuvent durer jusqu'à 480 jours par exemple en Suède.

Dans ce contexte où même la flexibilité des modes de travail, un maillage serré de crèches ou encore les généreux congés parentaux ne suffisent plus, l'immigration peut faire office de planche de salut. Ou de menace, selon les points de vue.

Même si elle n'échappe pas à la tendance baissière, la Suède affiche une fécondité encore relativement élevée à l'échelle européenne, la deuxième de l'UE derrière la France avec 1,85 enfant par femme en 2016.

Ayant une longue tradition d'accueil, elle le doit en grande partie aux immigrés, qui font généralement plus d'enfants que la moyenne, un phénomène qui se transmet d'une génération à l'autre.

Cette contribution démographique des minorités nourrit aussi les craintes.

Ex-ministre de la Justice issu de la droite populiste, Per-Willy Amundsen a fait des vagues en Norvège en préconisant de réduire les allocations familiales après le troisième enfant. Son objectif avoué : réfréner les Somaliens qui ont, selon lui, "une production de naissances" plus élevée que "les Norvégiens de souche".

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

La nouvelle stratégie antimissile de Trump vise Téhéran et Pyongyang

17 janvier 2019

Donald Trump a présenté jeudi sa nouvelle stratégie de défense antimissile, destinée à répondre aux menaces que représentent les nouveaux armements de la Russie et de la Chine, mais aussi ceux de l'Iran ou de la Corée du Nord.

La nouvelle stratégie, qui remplace un document datant de 2010 focalisé sur les missiles intercontinentaux, prévoit désormais le développement d'armements pour parer la menace de missiles de croisière.

Moins sophistiqués, ces engins sont développés notamment par les deux pays que les Etats-Unis considèrent comme leurs pires ennemis, l'Iran et la Corée du Nord, et menacent les alliés de Washington, notamment l'Europe et le Japon.

Au lieu de tenter de détruire ces missiles en vol, Washington envisage de les frapper alors qu'ils sont encore en phase d'accélération, si Téhéran ou Pyongyang déclencherait les hostilités. Un chasseur furtif F-35 équipé d'un nouveau type de missiles détruirait alors l'engin balistique nord-coréen ou iranien.

Une autre option est d'équiper des drones de lasers antimissiles qui seraient lancés sur les missiles ennemis dans leur phase d'accélération.

Quant aux nouveaux missiles hypersoniques développés par la Chine et la Russie, ils peuvent voler à plus de 5.000 km/h, donc quatre fois la vitesse du son, et manœuvrables.

Les Etats-Unis, qui ont tardé à développer ces engins quasiment impossibles à intercepter une fois lancés, sont à la traîne dans ce domaine.

Pour compenser leur retard, ils veulent positionner une partie de leur défense antimissile dans l'espace.

Des satellites seraient équipés de capteurs spéciaux qui leur permettraient de suivre la trajectoire d'un de ces missiles et d'alerter automatiquement le bouclier antimissile au sol. Une étude a été lancée et les premiers tests devraient être réalisés en 2012 ou 2022, selon des responsables militaires.

Les Etats-Unis envisagent aussi un nouveau système d'interception dans l'espace, avec un drone d'un nouveau type qui serait équipé de missiles et resterait en orbite en permanence pour détruire un missile hypersonique hostile à son apogée dans l'espace.

M. Trump a dénoncé le programme de missiles développé par l'Iran mais il n'a pas mentionné la Corée du Nord, à la veille de nouvelles négociations avec le régime de Pyongyang sur son programme nucléaire.

Le document du Pentagone note cependant que la Corée du Nord "continue de représenter une menace extraordinaire et les Etats-Unis doivent rester vigilants" et que l'Iran possède "la plus importante force de missiles du Moyen-Orient".

Source : AFP

Traité nucléaire INF : échec des discussions américano-russes à Genève

15 janvier 2019

Les Etats-Unis et la Russie se sont mutuellement accusés mardi de mettre en péril un important traité sur les armes nucléaires datant de la Guerre froide, dont Washington a menacé de se retirer à la mi-février.

Des diplomates russes et américains ont mené mardi à la mission russe à Genève des discussions sur ce traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF), sans parvenir à un terrain d'entente.

Le traité INF de 1987, en abolissant l'usage de toute une série de missiles d'une portée variant de 500 à 5.500 km, avait mis un terme à la crise des euromissiles déclenchée dans les années 1980 par le déploiement des SS-20 soviétiques à têtes nucléaires ciblant les capitales occidentales.

L'Otan et les Etats-Unis accusent Moscou de violer le traité INF par la mise au point d'un nouveau système de missile, des accusations rejetées comme "sans fondement" par la Russie qui accuse en retour Washington de violer ce traité.

Selon le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, ces missiles peuvent frapper les villes d'Europe en quelques minutes après avoir été tirés de l'intérieur du territoire russe et peuvent porter des charges nucléaires.

Les Etats-Unis ont adressé le 4 décembre un ultimatum de 60 jours à la Russie pour se conformer aux obligations du traité.

Le délai de 60 jours correspond à la prochaine réunion des ministres de la Défense de l'Otan les 14 et 15 février 2019.

La menace américaine n'a pas ébranlé Moscou. A la mi-décembre, le président russe Vladimir Poutine a dévoilé les projets de son pays si les Etats-Unis se retirent du traité, assurant que la Russie développera des missiles stratégiques jusqu'alors interdits par cet accord.

Source : AFP

Berlin et Pékin veulent renforcer la coopération financière

16 janvier 2019

L'Allemagne et la Chine veulent signer vendredi deux accords renforçant leur coopération dans le secteur financier, suivant un document du gouvernement allemand dont Reuters a pris connaissance.

Selon ce document, la Bafin, l'autorité de tutelle des marchés financiers allemands, signera un accord avec la Commission chinoise de réglementation l'assurance et de la banque (CBIRC) et un autre avec la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières.

Durant une visite de deux jours, qui débute jeudi, le ministre des Finances allemand Olaf Scholz rencontrera le vice-Premier ministre chinois Liu He et plaidera pour une plus grande ouverture du marché chinois, en particulier dans la banque et l'assurance.

"Nous sommes dans les dernières étapes en vue de sceller les deux accords avec la Chine", a dit un haut fonctionnaire de Berlin. "Nous espérons que les derniers obstacles pourront être levés durant nos discussions à Pékin". La Chine a autorisé en novembre l'assureur allemand Allianz à établir la première holding d'assurance étrangère de Chine.

Scholz tentera aussi de convaincre les Chinois de faire de l'Allemagne une place prépondérante en Europe pour les produits financiers chinois et ceux libellés en yuan, Berlin espérant profiter du Brexit pour attirer de nombreux acteurs financiers hors de Londres.

Source : Reuters

Le ton monte entre Pékin et Ottawa après la condamnation d'un Canadien

15 janvier 2019

La Chine "désapprouve fortement" les propos du Premier ministre canadien Justin Trudeau dénonçant l'"arbitraire" condamnation à la peine capitale d'un Canadien pour trafic de drogue, a déclaré mardi le ministère chinois des Affaires étrangères.

Arrêté en décembre 2014, Robert Lloyd Schellenberg a été condamné lundi en appel à la peine de mort, au lieu de quinze ans de prison en novembre. Ce jugement intervient dans un contexte de relations tendues entre Pékin et Ottawa depuis l'arrestation, à Vancouver début décembre, de la directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei à la demande des Etats-Unis.

La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hua Chunying a enjoint au Canada de respecter la souveraineté chinoise et de s'abstenir de remarques sur le fonctionnement de la justice. Elle a également réclamé une nouvelle fois la libération de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, estimant que son cas illustre un abus de procédure.

Robert Lloyd Schellenberg, accusé par la justice chinoise d'avoir tenté d'expédier vers l'Australie 222 kg de méthamphétamine, a l'intention de faire appel contre sa condamnation à mort, a annoncé son avocat, Zhang Dongshuo.

Ce dernier a souligné l'insuffisance d'éléments prouvant que Schellenberg appartenait à un gang de trafiquants, ou qu'il était impliqué dans la contrebande de méthamphétamine, une puissante drogue de synthèse.

Un expert en droit chinois de l'Université américaine George Washington, Donald Clarke, s'est étonné de la rapidité du verdict prononcé par le tribunal de Dalian, dans le nord-est de la Chine. Les infractions liées à la drogue sont très sévèrement punies en Chine, où un Britannique condamné pour avoir fait passer de l'héroïne en contrebande a été exécuté en 2009.

Source : Reuters

Le groupe chinois Huawei licencie son employé arrêté en Pologne pour espionnage

12 janvier 2019

Le géant chinois des télécommunications Huawei a annoncé samedi avoir rapidement licencié son employé arrêté en Pologne pour espionnage, prenant ainsi ses distances avec cette affaire qui fait suite à des mises à l'index de ce groupe dans plusieurs pays.

Huawei est déjà au cœur d'une affaire judiciaire, ayant ébranlé les relations entre Washington et Pékin : le 1^{er} décembre, une responsable de Huawei, Meng Wanzhou, a en effet été arrêtée au Canada à la demande des Etats-Unis, la Chine étant d'autant plus ulcérée qu'il s'agit de la fille du fondateur de ce géant des télécoms.

Les Américains, qui demandent son extradition, la soupçonnent de complicité de fraude pour contourner les sanctions contre l'Iran.

Depuis, 13 Canadiens ont été détenus en Chine dont 8 ont été remis en liberté, a fait savoir le 4 janvier le ministère canadien des Affaires étrangères.

Fondée par un ancien ingénieur de l'armée chinoise, Huawei a déjà été au centre de soupçons d'espionnage dans plusieurs pays dont les Etats-Unis, l'Australie et le Japon, qui lui ont interdit de bâtir un réseau d'internet ultrarapide, la 5G. Et ce alors que ce groupe a d'ores et déjà signé des accords avec plusieurs opérateurs en Europe en vue de ce déploiement à venir.

Source : AFP

DROITS DE L'HOMME

Droits de l'Homme : l'ONG HRW "déçue" par Emmanuel Macron

17 janvier 2019

Le directeur de l'ONG Human Rights Watch (HRW) s'est dit "déçu" par Emmanuel Macron, lui reprochant de faire passer les intérêts de la France avant ceux des droits de l'Homme, délivrant à l'inverse un satisfecit à Angela Merkel.

L'ONG a présenté jeudi à Berlin son traditionnel rapport qui passe en revue les pratiques en matière de droits de l'Homme dans plus de 100 pays lors de l'année écoulée.

Dans un entretien à l'AFP, son directeur exécutif Kenneth Roth s'est montré très critique envers la France.

Si le chef de l'Etat français "continue de régulièrement défendre les droits de l'Homme en parole, nous constatons que lorsque des intérêts français sont impliqués (...) Macron garde le silence", critique-t-il, citant entre autres la politique migratoire restrictive de son gouvernement.

Il a en revanche accordé un satisfecit à Angela Merkel, en particulier pour avoir décidé la suspension des ventes d'armes à Ryad après le meurtre toujours pas complètement éclairci du journaliste Jamal Khashoggi dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul.

La France, deuxième pourvoyeur d'armes à l'Arabie saoudite après les Etats-Unis, avait de son côté décidé de poursuivre ses ventes. Et Paris avait critiqué à l'époque l'appel de l'Allemagne à lui emboîter le pas sur le gel des exportations d'armes.

Le rapport salue l'émergence d'acteurs inattendus dans la défense des droits de l'Homme, telle que l'Organisation de la coopération islamique (OIC), qui rassemble 57 pays. L'OIC s'est jointe à un appel dénonçant les massacres de musulmans rohingyas en Birmanie, s'en prenant pour la première fois à un autre pays qu'Israël.

"Pour moi, il s'agit du nouvel allié le plus surprenant que nous avons trouvé" l'an passé, souligne le responsable.

Cela dit, c'est assez logique que l'OIC prenne la défense des Rohingyas, qui sont musulmans, 700 000 d'entre eux ayant dû fuir les persécutions en Birmanie.

Kenneth Roth a aussi cité le Groupe de Lima, mis sur pied par une douzaine de pays d'Amérique latine pour tenter d'aider à la résolution de la crise au Venezuela et qui pour la première fois a déposé une motion critiquant ce pays au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

M. Roth a relevé que dans le passé les pays de la région étaient très réticents à mettre en cause la situation des droits de l'Homme des Etats voisins. "Une conséquence assez ironique de la décision de (Donald) Trump de se retirer du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU est que plus personne ne peut plus être accusé d'y faire le jeu de l'idéologie des Etats-Unis", a-t-il dit.

Source : AFP

Les persécutions contre les chrétiens à un niveau record dans le monde

16 janvier 2019

Les violences et persécutions contre les chrétiens ont de nouveau progressé en 2018, en particulier dans les pays du nord de l'Afrique où la pression exercée par des gouvernements ou des mouvements islamiques est forte, affirme Portes ouvertes, une organisation non gouvernementale (ONG) protestante.

"On assiste depuis six ans à une augmentation constante du niveau de persécution contre les chrétiens dans le monde", affirme Portes ouvertes dans l'édition 2019 de l'Index.

"C'est comme un lac qui serait plus profond et plus large. C'est comme si la digue s'était rompue, notamment en Afrique", a estimé Michel Varton, directeur de Portes ouvertes France.

Plus de 245 millions de chrétiens, soit 1 sur 9 dans le monde, subissent violences ou discriminations. Le niveau de persécutions augmente ou reste à un niveau très élevé dans la plupart des pays entourant la zone saharienne, Libye, Somalie, Erythrée, Centrafrique, Mauritanie, Soudan, Mali ou Algérie.

Ce dernier pays est crédité de la plus forte progression de la persécution. Si la violence contre les chrétiens y reste contenue, les discriminations dans la sphère ecclésiale, sociale et familiale y sont pointées du doigt.

"Les autorités ont beaucoup de mal à nous accepter", a déclaré lors de la conférence de presse Youssef Ourahmane, vice-président de l'église protestante d'Algérie, mettant en cause "une pression des islamistes au sein du gouvernement et en dehors".

Cette église, née dans les années 80, compterait selon lui quelque 160.000 membres, tous des Algériens convertis et à 99% en Kabylie, une région rétive à l'arabisation comme elle l'a été à la colonisation française.

C'est en revanche au Nigéria que l'on dénombre le plus grand nombre de chrétiens tués en 2018, 3.731 sur un total de 4.305.

Parmi les dix pays en tête de la persécution figurent également des pays asiatiques tels que l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran, l'Inde et la Corée du Nord.

Source : Reuters

Les conditions de détention continuent de se dégrader en Afrique et dans le monde

16 janvier 2019

Le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) Peter Maurer a estimé mercredi, lors d'une visite à la principale prison d'Abidjan, que les "conditions de détention" continuaient à "se dégrader" en Afrique et dans le monde, principalement en raison de la surpopulation carcérale.

Il a fait ces déclarations lors d'une conférence de presse inédite et sous haute sécurité dans la deuxième plus grande prison d'Afrique, la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (Maca), qui compte 7.000 prisonniers pour 1.500 places.

A la Maca comme à "Conakry, Lomé, Dakar ou en Amérique centrale (...), la problématique qui demeure la plus grave, c'est la surpopulation" carcérale, a-t-il précisé. Elle est à l'origine

d'un "cercle vicieux" qui entraîne le délabrement des installations, des problèmes d'hygiène et de santé (notamment la propagation de la tuberculose), ainsi que des carences en nourriture.

En Afrique, les familles viennent souvent donner de la nourriture à leurs proches en raison des ressources insuffisantes de l'administration pénitentiaire. Le CICR a ainsi dû donner des rations à 5.700 détenus en République démocratique du Congo, et a réalisé un programme nutritionnel pour 10.000 détenus au Nigeria.

Les prisonniers sont souvent les "derniers servis" dans les pays en voie de développement aux budgets limités, a rappelé M. Maurer. Le président du CICR a aussi pointé "les carences du système judiciaire", des populations carcérales étant composées dans "certains endroits" de 40% de détenus en préventive, qui attendent des mois, voire des années avant d'être jugés.

"C'est vrai qu'il y a une surpopulation carcérale" en Côte d'Ivoire, a reconnu mercredi le ministre de la Justice Sansan Kambilé.

Il a assuré toutefois que le "gouvernement s'attelle à régler la situation".

Un nouvel établissement pénitentiaire devrait être inauguré à San Pedro (sud-ouest) et deux autres prisons sont en construction à Korhogo (nord) et Guiglo (ouest), a-t-il souligné. Une prison pour femmes et un centre pour mineurs sont également prévus à Abidjan.

Source : AFP

Comité des droits de l'enfant : Michelle Bachelet appelle à donner la parole aux enfants

14 janvier 2019

A l'ouverture de la 80^e session du Comité des droits de l'enfant ce lundi matin à Genève, la cheffe des droits de l'homme de l'ONU a regretté que tous les États parties ne garantissent pas, autant qu'il le faudrait, la survie et le développement des enfants.

« Il y a trois ans, les États du monde ont promis un avenir bien meilleur pour leurs enfants. Mais nous ne sommes pas encore sur la bonne voie pour atteindre les aspects essentiels de l'Agenda 2030 », a déclaré Michelle Bachelet.

« Dans pratiquement tous les pays, les opinions des enfants ne sont pas prises en compte ou ignorées ».

De façon générale, elle a relevé que des progrès avaient été enregistrés depuis l'an 2000 contre la pauvreté et pour la survie des enfants.

« Depuis 2000, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans le monde a presque été réduit de moitié, passant de 78 décès pour 1.000 en 2.000 à 41 décès en 2016. Cela représente environ 50 millions d'enfants ».

Mais, a-t-elle nuancé, selon l'UNICEF, plus de soixante pays n'atteindront pas la cible fixée par les Objectifs de développement durable en matière de mortalité néonatale, et 60 millions d'enfants de moins de 5 ans risquent de mourir, d'ici à 2030, du fait de maladies évitables.

Selon l'ancienne Présidente chilienne, le retard de croissance ou la malnutrition chronique toucherait 155 millions d'enfants. « Malheureusement, l'UNICEF indique que seuls 13% des pays sont en voie d'atteindre leur objectif ».

D'ailleurs, la Haut-Commissaire a aussi relevé la persistance de problèmes tels que la vulnérabilité des enfants à la traite, à l'esclavage et au travail forcé, ainsi que le fait que des millions de filles deviennent mères, ce qui nuit à leur santé et les empêche de s'extraire de la pauvreté.

En outre, des millions d'enfants sont traumatisés et blessés par les conflits armés. Il est toutefois impossible d'estimer avec précision le nombre de garçons et de filles qui sont recrutés de force par des groupes armés en tant que combattants ou, en réalité, en tant qu'esclaves.

Les travaux de la 80^e session du Comité des droits de l'enfant se tiendront au Palais Wilson à Genève jusqu'au 1^{er} février prochain. Les experts indépendants onusiens examineront les rapports de six pays : Bahreïn, Belgique, Guinée, Italie, Japon et Syrie.

Source : ONU

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le rythme de fonte de l'Antarctique s'accélère fortement

14 janvier 2019

Le rythme des pertes annuelles de l'Antarctique en glaces est six fois plus important qu'il y a 40 ans, sur fond de réchauffement général du climat de la planète du fait des activités humaines, ont rapporté lundi des scientifiques.

Globalement, estiment les scientifiques, la fonte des glaces de l'Antarctique a fait monter le niveau des mers de 1,32 centimètre en 40 ans.

"Ce n'est que la pointe émergée de l'iceberg, si l'on peut dire", explique Eric Rignot, professeur à l'Université de Californie, qui a dirigé des scientifiques.

"La fonte de la calotte glaciaire de l'Antarctique se poursuivant, nous nous attendons à ce que le niveau des mers monte de plusieurs mètres au cours des siècles à venir rien qu'à cause de l'Antarctique".

Le niveau des mers de la planète a monté de 20 centimètres au cours du siècle écoulé, ce qui menace à terme certaines côtes, du Bangladesh à la Floride, et de grandes métropoles comme Londres et Shanghai.

Source : Reuters

ECONOMIE MONDIALE

Davos : Inquiétude et morosité pour un forum un peu dépeuplé

18 janvier 2019

Nombre de chefs d'Etat et de gouvernement rateront le rendez-vous du Forum économique mondial de Davos cette année, en raison de multiples crises tant d'ordre politique qu'économique.

Conflits commerciaux, relations internationales tendues, Brexit et ralentissement de la croissance mondiale au point que certains redoutent une récession sont autant de thèmes susceptibles de dominer l'ordre du jour de ce sommet, du 22 au 25 janvier.

Quelque 3.000 participants - chefs d'entreprise, responsables gouvernementaux ou encore représentants de la société civile - doivent se rendre dans la station de ski suisse mais parmi eux on ne comptera que trois leaders du Groupe des Sept (G7): le Premier ministre japonais Shinzo Abe, la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil italien Giuseppe Conte.

Donald Trump ne fera pas le voyage cette année pour cause de fermeture ("shutdown") partielle des administrations fédérales. Il n'y aura pas davantage de délégation américaine sur place. Pas de présence non plus d'Emmanuel Macron en raison d'un agenda chargé, notamment pour sortir de la crise des "Gilets jaunes", a fait savoir l'Elysée.

Quant à la Première ministre britannique Theresa May, elle est entièrement absorbée par le dossier du Brexit. En dehors du G7, les présidents russe et indien brilleront par leur absence, tandis que la Chine, dont Xi Jinping fut le premier président chinois à se rendre à Davos, en 2017, déléguera son bras droit à sa place.

Il reviendra donc au ministre des Finances britannique Philip Hammond, au vice-président chinois Wang Qishan, entre autres, et à divers banquiers centraux de tenter de rassurer les chefs d'entreprise.

Avant que les Etats-Unis ne fassent faux bond, un haut fonctionnaire de la Maison blanche avait dit que la délégation américaine évoquerait aussi l'importance qu'il y aurait à réformer des organes tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Trump a tiré à boulets rouges sur la mondialisation et a remis en cause la présence des Etats-Unis dans certaines institutions internationales telles que l'OMC, réclamant en outre une refonte des règles du commerce international.

Pour les chefs d'entreprise, les coulisses de Davos sont importantes. "C'est le meilleur endroit pour exposer ses idées, se créer un réseau et se faire connaître", observe Chen Linchevski, patron de Preconize, une startup israélienne.

"C'est le genre d'endroits où l'on rencontre en quelques jours des personnes qu'il serait difficile de voir dans d'autres circonstances", a ajouté Chen Linchevski, qui payera 50.000 francs suisses (un peu plus de 44.000 euros) son droit d'entrée.

Source : Reuters

Des nuages s'amoncellent sur l'économie en 2019, avertit la Banque mondiale

11 janvier 2019

Dans les *Perspectives pour l'économie mondiale en 2019*, la Banque mondiale prévoit une croissance de 2,9% cette année, en léger repli par rapport à 2018, année qui a enregistré une croissance de 3%.

La Banque mondiale souligne que les échanges commerciaux et les investissements internationaux faiblissent. Elle note que les tensions commerciales restent vives ; mais aussi que plusieurs grands marchés émergents ont subi de fortes pressions financières l'année dernière.

Dans ce contexte difficile, la croissance devrait stagner en 2019 dans les marchés émergents et les économies en développement. On s'attend en outre à un ralentissement de la croissance dans de nombreuses autres économies.

Les banques centrales des économies avancées continueront d'éliminer les politiques accommodantes mises en œuvre pour soutenir la reprise prolongée qui a fait suite à la crise financière survenue il y a dix ans.

Les différends commerciaux latents risquent de dégénérer. Des niveaux d'endettement élevés accentuent la vulnérabilité de certaines économies, notamment celles des pays les plus pauvres. De plus, la fréquence accrue de certains phénomènes météorologiques accroît le risque de [...] fluctuations prononcées des prix des denrées alimentaires susceptibles d'aggraver la pauvreté.

Les marchés émergents et les économies en développement doivent faire face à ce contexte économique difficile en prenant des mesures pour préserver la dynamique économique, se tenir prêts à affronter des turbulences et promouvoir une croissance à long terme.

Pour ce faire, certaines politiques sont à privilégier : reconstruire les budgets, rétablir les mécanismes régulateurs des banques centrales, valoriser le capital humain, promouvoir l'intégration commerciale et résoudre les problèmes posés par des secteurs informels parfois très vastes.

Le traitement de la question des niveaux d'endettement élevés est une préoccupation de plus en plus importante. Ces dernières années, de nombreux pays à faible revenu ont eu accès à de nouvelles sources de financement, y compris des sources privées et des prêteurs extérieurs au Club de Paris qui rassemble les principaux pays créanciers.

Certes, cette démarche a permis aux pays emprunteurs de financer d'importants besoins de développement, mais elle a aussi contribué à l'augmentation de leur dette publique.

La recherche de solutions aux problèmes posés par l'existence d'un vaste secteur informel peut être une avenue à explorer en vue d'obtenir de meilleurs résultats économiques.

L'existence d'emplois et d'activités commerciales hors des structures réglementaires, juridiques et financières est très répandue dans de nombreux marchés émergents et économies en développement.

Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, l'emploi informel représente plus de 90 % de l'emploi total et l'économie parallèle produit jusqu'à 62% du PIB. Les moyens de subsistance des populations pauvres dépendent souvent de cette activité informelle.

Source : ONU